



***SERBES ET ALBANAIS,
Deux nations en quête d'Etats idéaux.***

***Mémoire de géopolitique
du commandant Jean-Louis MAILHES
dans le cadre du séminaire « Nations et nationalismes ».***

Directeur : Monsieur Pierre SERVENT

MARS 2002

Serbes et Albanais : deux nations en quête d'Etats idéaux.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : Histoire du peuple serbe.

- I 1. Origine et ascension régionale
- I 2. Le règne de Stefan Dusan (1331-1355) : l'Âge d'or de la Serbie.
- I 3. La chute : la bataille de Kosovo Polje (28 juin 1389) et son rôle dans l'imaginaire serbe.
- I 4. Lutte du peuple serbe et renaissance de la Serbie.
- I 5. La Serbie dans la Yougoslavie

DEUXIEME PARTIE : Histoire du peuple albanais.

- II 1. L'Antiquité et le Moyen âge : des origines à la bataille de Kosovo Polje
- II 2. L'occupation ottomane : de Skanderbeg à la Ligue de Prizren.
- II 3. Le XX^e siècle jusqu'au deuxième conflit mondial
- II 4. De l'après-guerre à nos jours

TROISIEME PARTIE : Le temps de la confrontation : 1919-1999.

- III 1. L'accumulation des oppositions : les rancoeurs historiques, le clivage religieux.
- III 2. Le Kosovo , pomme de discorde : 1919-1999.

CONCLUSION.

INTRODUCTION

De la désintégration de la Yougoslavie à partir de 1991, suivie des guerres de Bosnie puis du Kosovo, jusqu'à la crise en Macédoine en 2000, les soubresauts de l'histoire balkanique récente ont illustré la permanence, chez les peuples de la région, d'idées nationales vivaces, s'enracinant dans une histoire commune ancienne et bien souvent dramatique.

La guerre du Kosovo, de mars à juin 1999, a été le dernier épisode en date du long affrontement auquel Serbes et Albanais se sont livrés tout au long du XX^{ème} pour le contrôle de la province. Cette lutte ne peut s'expliquer en évoquant simplement les données historiques, démographiques ou économiques contemporaines : les références constantes des belligérants, notamment serbes, au passé lointain du Moyen Âge le prouvent amplement.

Le Kosovo est le point de convergence de deux puissants nationalismes, en même temps qu'un point de rupture ethnique et religieux. Nous examinerons tour à tour au long de ce mémoire l'histoire du peuple serbe, puis du peuple albanais, en mettant en valeur au fur et à mesure les éléments anciens pertinents pour la compréhension des événements récents.

Nous retracerons enfin, dans une troisième partie, leur affrontement pour la province hautement symbolique du Kosovo, cristallisation de toutes les ambitions et de tous les fantasmes historiques des deux nations.

PREMIERE PARTIE : Histoire du peuple serbe .

I.1. ORIGINE ET ASCENSION REGIONALE :

A l'est des Carpates, dans les forêts du Dniepr moyen et de la haute Vistule, un peuple de chasseurs et de pasteurs est contraint de migrer, au IV^e siècle, sous la pression de nomades venus des monts Oural et de la mer Caspienne. Les « Slaves » partent dans trois directions : vers l'est (la Russie), vers l'ouest (Pologne et pays tchèques) et vers le sud. Ces derniers seront appelés « Yougoslaves », c'est-à-dire « Slaves du Sud ». Ils s'installent d'abord au nord du Danube, qu'ils franchissent à la fin du V^e siècle et au début du VI^e siècle, pour s'installer dans le nord de la péninsule balkanique, refoulant les Thraces vers l'est, les Celtes et les Illyriens, dont les Albanais actuels se disent les descendants, vers les montagnes du sud-ouest. (Voir Annexe 1)

L'affrontement entre les Slaves et les occupants des régions montagneuses du sud-ouest balkanique, dont le futur Kosovo, commencent donc dès l'arrivée des premières tribus slaves, et en particulier serbes, dans la région. Ces observations réfutent les thèses historiques des nationalistes serbes contemporains, selon lesquelles les Serbes auraient occupé des contrées vides d'habitants. L'archéologie a établi avec certitude l'antériorité de populations autochtones dans ces contrées.

Dominées puis repoussées par les Avars venus d'Asie à la fin du VI^e siècle, les premières tribus slaves venues du nord pénètrent dans les Balkans au début du VII^e siècle – d'abord les Slovènes, puis les Serbes et les Croates

Serbes et Croates s'établissent alors, avec l'accord de l'empereur byzantin Héraclius, dans la partie nord-ouest de la péninsule des Balkans. Les Serbes peuplent ainsi non seulement la Serbie mais également la Bosnie, l'Herzégovine et le Monténégro, les Croates se répartissant entre la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie. Serbes et Croates ne sont alors qu'un seul et même peuple, et ils parlent la même langue, issue du slavon.

Incapables de gérer une quelconque autonomie, ils subissent, au gré des luttes entre empires désireux de contrôler le carrefour stratégique balkanique, les dominations romaine, byzantine ou franque.

Cette situation prévaut jusqu'en 863, date d'une première rupture entre le Patriarche de Constantinople Photius et le Pape Léon VI. C'est là le point de scission, à la fois national, linguistique et religieux : les Slovènes et les Croates sont catholiques romains et emploient l'alphabet latin ; les Serbes, eux, à l'instar des Bulgares, ont été christianisés par les apôtres slaves Cyrille et Méthode, qui ont utilisé l'alphabet cyrillique pour traduire l'Écriture sainte ; ils sont donc orthodoxes grecs et sont vassaux de l'Empire byzantin.

Ainsi, l'Église romaine exercera son emprise sur le littoral, tandis que Constantinople rayonnera sur les terres intérieures.

L'arrivée des Magyars en 886, dans la plaine danubienne, ne fait qu'aggraver cette séparation, tandis que le Schisme de 1054 confirme définitivement la rupture.

La « Serbie » n'est alors que la région occupée par les Serbes, vassale des empires byzantin et bulgare, et non un véritable Etat. Il existe également des tribus serbes en Bosnie et en Herzégovine, qui tombent vite dans l'orbite hongroise.

Néanmoins, les Serbes seront le premier peuple de la région à proclamer son indépendance. Au IX^e siècle, ils fondent le Royaume de Rascie, formé autour de la ville de Ras, et englobant le sud de la Serbie, l'Herzégovine, et le Monténégro jusqu'à l'Adriatique.

La Rascie, premier Etat serbe, va enraciner l'idée nationale, et servir de germe à l'expansion qui aboutira à la domination serbe de la majeure partie des Balkans au XIV^e siècle.

En effet, en 1159, le seigneur de Rascie, Stefan (Étienne) Nemanja, parvient à étendre son autorité sur l'ensemble des groupes slaves et fonde la dynastie des Nemanja, ou Némanides, qui secoue en 1180 la tutelle byzantine ; bien que vaincu, il garde néanmoins le droit de réorganiser son État et son Église. En 1217, son fils et successeur, Stéphane, prend le premier le titre de Kral («roi»), tandis que vers 1219, saint Sava, un autre des fils de Stefan Nemanja, devient le premier archevêque de la nouvelle Église orthodoxe serbe, et sera vénéré plus tard comme le saint patron de la Serbie. C'est sous le règne d'Étienne IX Douchan (1331-

1355) que la Serbie médiévale atteint son apogée. En 1346, Étienne IX se proclame empereur des Serbes et des Grecs à Skopje, sa nouvelle capitale.

Le règne de Stefan Dusan (Etienne Douchan) va devenir dans l'inconscient collectif serbe, avec raison sous bien des aspects, l'Âge d'or de la Serbie, avant de devenir la référence ultime du nationalisme serbe, notamment dans ses implications territoriales, politiques et religieuses. L'importance de cette période pour la Serbie, peu de temps avant de plier pour près de cinq siècles sous le joug ottoman, et sa constante évocation dans les événements contemporains par les zélés de la « Grande Serbie », justifie un examen approfondi de ce règne.

I.2. LE REGNE DE STEFAN DUSAN (1331-1355) : L'AGE D'OR DE LA SERBIE

La Serbie fut gouvernée par Stefan Dusan, de la famille des Nemanja, roi de 1331 à 1346, puis empereur de 1346 à 1355. Celui-ci fit de la Serbie une grande puissance, tant du point de vue militaire que du point de vue civil. (Voir Annexe 2)

I.2.A. Le royaume serbe sous Stefan Dusan

Il est important de souligner que Dusan se distingue dès sa jeunesse par de hauts faits d'armes. Ainsi participe-t-il activement à la victoire de Velbuzd aux côtés de son père, Etienne Decanski, sur les Bulgares. De taille exceptionnelle, il était aidé par une force physique et mentale assez extraordinaire.

a) La prise du pouvoir

Dusan ressentait de réelles craintes quant à l'avenir de son pays, tel qu'il était dirigé par son père. Ce facteur, auquel il faut ajouter les encouragements des dignitaires qui l'entouraient, ont poussé le jeune héritier à se rebeller contre son père.

La guerre civile commence en février 1331. Elle dure jusqu'en avril. En août, Etienne Decanski est jeté en prison où il mourra deux mois plus tard.

La noblesse et l'Eglise reconnaissent alors facilement Stefan Dusan comme le roi de Serbie. On lui confie le palais et le trésor. Enfin, il est couronné le 8 septembre 1331.

b) La Serbie et ses voisins

Dans le contexte balkanique de l'époque, le nouveau roi devait se soucier de ses voisins. Après avoir conquis le trône à l'intérieur du pays, il devait désormais confirmer son autorité auprès des puissances voisines.

Cela passait d'abord par la Bulgarie. Depuis la victoire de Velbuzd, celle-ci s'était vue imposer Anne comme impératrice, une Nemanja. Or, lors de la guerre civile en Serbie, les Bulgares en profitent pour éliminer celle-ci du pouvoir, au profit du nouveau tsar, Ivan Alexander. Ce dernier souhaite toutefois mener une politique d'apaisement vis-à-vis de sa puissante voisine et cède sa sœur Hélène en mariage à Dusan. Le mariage sera célébré le 19 avril 1332 et durant tout le long du règne de ce dernier, les relations entre la Bulgarie et la Serbie seront bonnes.

Les relations avec Raguse, en pleine expansion, furent cordiales. Le souverain serbe céda ainsi la presqu'île de Peljesac et la ville de Ston aux Ragusains contre une rémunération (immédiate et annuelle).

Un autre Etat en pleine expansion était la Bosnie. Toutefois les rapports entre les deux voisins n'étaient pas au mieux, une querelle existant au sujet de territoires sur leurs frontières communes. Mais il n'y eut jamais de guerre ouverte entre les deux pays, seulement de fréquentes frictions. La Bosnie occupa tout de même Dusan durant toute la durée de son règne.

Plus tendues peut-être furent les relations que la Serbie entretenait avec la Hongrie. Il faut savoir que les Magyars occupaient la partie nord de l'actuel Etat serbe, c'est-à-dire la ville de Belgrade. En 1334, Dusan dû même les combattre sur ses frontières septentrionales. Il obtint une nette victoire au détriment du roi Charles Robert, grâce notamment à l'aide de troupes byzantines.

En effet, les relations entre la Serbie et Byzance ont énormément évolué durant le règne de Dusan. et sont déterminantes pour le devenir du royaume serbe.

c) La Serbie et l'Empire byzantin

A la prise du pouvoir du nouveau roi, Byzance et la Serbie sont en guerre. Elle prend une nouvelle dimension lorsque, fin 1333, Sergian, un ancien, collaborateur d'Andronic III, se rebelle et s'allie à Dusan contre le maître de Constantinople. Rapidement, l'empereur envoie un émissaire assassiner Sergian en Europe, et l'alliance contre l'empire est rompue de fait.

Commence alors une courte période de paix entre les deux puissances régionales, avec la signature notamment d'un traité le 26 août 1334. Les territoires conquis par Sergian reviennent à l'empereur tandis que la Serbie conserve les territoires qu'elle a gagnés. Mieux, les deux souverains s'entendent pour envoyer des troupes combattre les Hongrois, comme nous l'avons vu plus haut. Dusan et Andronic se rencontrent même durant l'été 1336 à Radoviste. Ils s'entendent pour une action concertée en Epire et en Albanie.

En fait, la situation n'est pas favorable à Dusan durant la période qui va suivre. D'une part, ses opérations militaires ne sont pas de francs succès, tout en étant ébranlé à l'intérieur même du royaume par la sédition du magnat voïvode Hrelja. Mais la mort de l'empereur Andronic, qui survint le 15 juin 1341, va changer le jeu.

En effet, une série d'événements va intervenir à Constantinople. Retenons, que l'héritier d'Andronic, Jean V Paléologue, étant trop jeune, une régence se met en place. Rapidement, le célèbre Général Jean Cantacuzène en est exclu. En octobre, ce dernier se proclame empereur et une guerre civile éclate entre la Régence à Constantinople d'une part, et Jean Cantacuzène en province d'autre part.

Ce dernier se rend alors en Serbie où il se livre avec son fils et 2000 hommes en armes. Dusan l'accueille favorablement. Les deux hommes passent même une alliance durant l'été 1342, mais rapidement celle-ci se défait.

Dusan se tourne alors vers la famille impériale et opère avec l'impératrice Anne un rapprochement entre les deux familles. C'est ainsi qu'est célébré le mariage en septembre entre une fille de l'impératrice et le fils de Dusan, Uros, alors âgé de 5 ans ! Il s'agit d'un tournant important dans l'histoire de la Serbie médiévale, puisque désormais, le souverain serbe va affirmer de plus en plus sa volonté de reprendre à son compte l'héritage de l'Empire byzantin. Il se nomme ainsi « cogouvernant-grec » de l'empire à partir de décembre. De plus,

c'est lui qui tire le meilleur parti de la guerre civile. On peut donc dire que tout semble réussir à Dusan en ces années 1343-1345. Il va en profiter pour donner une nouvelle dimension à l'état serbe.

I.2.B. L'Empire serbe et son organisation

Le 16 avril 1346, Stefan Dusan est couronné empereur à Skopje, sa capitale, par le patriarche serbe, Joanikje, par le patriarche bulgare, Siméon, et par l'archevêque du Mont-Athos. C'est donc une nouvelle phase de l'histoire de la Serbie qui s'ouvre.

a) Stabilisation militaire

Le nouvel empereur « des Serbes et Grecs » doit affirmer l'autorité que son nouveau titre lui confère auprès de ses voisins.

En fait, seule Raguse et Venise, quand elles s'adressent directement à lui, le nomment « empereur ». Byzance continue toujours à l'appeler « roi ». Et on peut noter qu'à l'intérieur même de la Serbie, le changement de titre n'est pas forcément apprécié par la population d'une part, ni par les intellectuels serbes postérieurs d'autre part. Ils reprochent à Dusan en effet de rompre la tradition royale de ses ancêtres.

Il dispose toutefois du soutien indispensable de l'Eglise serbe, en contrepartie de quoi celle-ci est intégrée, comme nous le verrons plus loin, dans la sphère légale du pouvoir. Durant l'hiver 1347, soit juste après son couronnement, l'empereur entreprend ainsi une tournée des monastères en n'omettant pas de faire de généreuses donations. C'est durant cette période que l'art serbe connaît son âge d'or ; de talentueux artistes grecs travaillent à la construction et à la décoration de nombreux monastères, comme ceux de Studenica, Decani ou Gracanica. Surtout, lui et son épouse séjournent de longs mois sur le Mont-Athos durant l'hiver 1347. Certes, sévissait l'épidémie de peste durant cette période et les monastères assuraient un refuge à la famille, mais il faut aussi et d'abord voir un geste politique. En outre, l'empereur fera don de la rémunération que Raguse verse annuellement pour la ville de Ston au monastère serbe de Jérusalem en 1350. Une fois son pouvoir assuré à l'intérieur, Dusan va entreprendre de parachever ses conquêtes.

Or, ses rapports avec Byzance changent une nouvelle fois lorsque Cantacuzène entre dans Constantinople le 3 février 1347. Il s'y fait à nouveau couronner empereur. Dès lors, le souverain serbe n'a plus de liens avec le pouvoir en place à Constantinople, et la Serbie redevient une ennemie de l'Empire byzantin.

Toutefois, ce dernier semble en piteux état. Cantacuzène a en effet fait appel aux Turcs pour obtenir le pouvoir, en s'alliant avec Orkhân Omur. Or ceux-ci voient leur influence grandir dans la région, tandis qu'ils exaspèrent et terrorisent les populations par leurs exactions. Ajouté à la peste de l'hiver 1347-1348, c'est toute la défense de l'Empire byzantin qui est affaiblie.

Cela permet donc à la Serbie de terminer ses conquêtes en Europe. Ainsi, l'Épire et la Thessalie sont prises, de façon simple et pacifique : les gouverneurs étant morts de la peste, une partie de la population a fui vers la côte, l'autre s'est livrée aux Serbes. L'empereur Dusan a ensuite placé des membres de sa famille aux postes de gouverneurs, qui ont eux-mêmes noué des liens avec les grandes familles locales.

Les conquêtes étant achevées en 1348, il fallait maintenant organiser cet immense territoire.

b) L'organisation territoriale de l'empire

L'État serbe occupait la partie centrale et occidentale de la péninsule balkanique. On distingue alors clairement deux parties bien différentes. D'une part, il y avait les terres serbes historiques, et d'autre part les récentes conquêtes en terre byzantines. D'où l'organisation bicéphale de l'empire qu'imagina Dusan et ses conseillers.

La partie proprement serbe du territoire était confiée au roi Uros. Quant à la partie grecque, elle était directement gouvernée par l'empereur lui-même. Il disposait d'ailleurs d'une chancellerie en langue grecque. En fait, nous voyons que les décisions qui touchaient aux affaires de l'État étaient prises par Stefan Dusan. Celui-ci confia les différentes régions de son empire à des gouverneurs impériaux, comme il était d'usage dans l'empire byzantin. Il souhaitait ainsi déboucher sur une homogénéité du pouvoir civil. Notons à ce titre que l'Église entreprit une opération d'homogénéisation également. Le modèle byzantin était le modèle suprême aux yeux de l'empereur.

C'est ainsi qu'il attribua aux membres de son aristocratie des titres pseudo-byzantins : César, despote, sébastocrator, qui furent attribués aux parents les plus proches. La femme de

l'empereur devint impératrice, mais aussi auguste et despina, comme les souveraines byzantines.

L'influence de Byzance dans la réorganisation administrative et territoriale de la Serbie est donc très forte. Mais c'est dans le domaine du droit que cette influence se fit le plus sentir et où Dusan accomplit le plus de réformes.

c) Le Code de Dusan

Il fallait en effet unifier l'Empire serbe qui possédait de nombreuses disparités. Il s'agit ici d'étudier la fonction de législateur et de réformateur de Dusan, qui avait le devoir de faire la loi, mais une loi qui satisfasse l'Eglise.

Ainsi, le 21 mai 1349, à l'assemblée d'Etat est promulgué un corpus de lois. Celui-ci se compose de deux parties : « La loi de l'empereur Constantin et de l'empereur Justinien », le Syntagma, que l'on peut définir comme une encyclopédie du droit grec. La deuxième est la plus importante : le Code de Dusan, ou Codex.

Il comprend 200 normes rédigées sous forme synthétique et tente de réduire les différences entre le droit coutumier, que suit le peuple, et le droit savant byzantin, de replacer les coutumes légales, c'est-à-dire le droit non-écrit, dans un cadre plus large et plus développé. Il y est surtout question du droit pénal et de l'ordre public.

Les 38 premiers articles, consacrés à l'Eglise et à son rôle au sein de la société, sont révélateurs de l'importance de cette institution dans la Serbie de l'époque. En effet, l'Eglise est partout : obligation du mariage religieux, interdiction de se convertir au catholicisme... Le Code définit également les immunités et la juridiction dans les propriétés foncières de l'Eglise, les rapports entre les prêtres et les seigneurs des villages, sans toutefois intervenir dans la discipline monastique.

Le Code définit également les droits et les devoirs de chaque classe dans la société féodale. En effet, chacune des classes de la société est définie en terme de droits, de privilèges et de devoirs. Et c'est là la grande différence avec le droit byzantin. Tandis que ce dernier affirme l'égalité des individus, le Codex affirme l'inverse en définissant des classes au sein de la société. De plus, il affirme la « bashtina », c'est-à-dire l'hérédité, ainsi que la prosnya, un revenu à vie contre le devoir de servir dans l'armée à ses propres frais.

Le Code de Dusan est une exaltation de la loi : elle favorise les juges, les tribunaux impériaux, et unifie la procédure. Personne ne peut échapper à la loi, y compris l'empereur et son entourage. Deux enseignements se dégagent du Code : d'une part, le haut niveau culturel de la Serbie du XIV^e siècle (le Codex servira ainsi de référence à de nombreuses législations dans les pays slaves au cours du Moyen Age). Et d'autre part, force est de constater l'humanité de ces lois. En effet, même si la société serbe demeure fortement inégalitaire, elles donnent des droits aux plus faibles sur le plan juridique.

I.2.C. Apogée et mort de l'empire de Dusan

L'ambition ultime de Stefan Dusan restait la conquête de l'Empire byzantin et notamment de sa capitale Constantinople.

a) La guerre sur deux fronts

Dusan comprend qu'il ne pourra jamais conquérir le restant de l'empire seul, et surtout sans flotte. C'est avec ce souci de trouver des alliés maritimes qu'une ambassade est envoyée à Venise durant l'été 1350. Mais elle restera sans lendemain.

Ce besoin d'alliance est d'autant plus nécessaire qu'en 1349, la trêve triennale avec le ban de Bosnie est finie. Et celui-ci en profite pour semer le trouble dans les territoires frontaliers (notamment dans le Hum). Dusan réplique en 1350 en organisant une grande campagne militaire (l'impératrice elle-même participe à l'expédition) contre la Bosnie. Les Bosniaques adoptent alors la technique pratiquée lors des invasions hongroises et se cachent dans les montagnes. L'empereur serbe assiégeait la ville de Bobovac, lorsqu'il apprit la dégradation du front macédonien.

En effet, Cantacuzène avait profité de l'éloignement de Dusan pour attaquer au sud de la Serbie. Mais l'empereur byzantin est facilement battu par l'armée serbe et doit se replier dans ses terres. Toutefois, la Serbie perd les territoires conquis en Bosnie.

b) « Capitaine des Chrétiens »

Les dissensions byzantines reprirent alors de plus belle et le conflit se rouvrit en 1352. Jean V demanda alors l'aide de Dusan tandis que Cantacuzène disposait de ses alliés turcs. Ces derniers infligent une sévère défaite aux troupes serbes près de la petite ville de

Emphythion. Cantacuzène semblait alors devoir l'emporter sur son jeune rival. Mais l'appel aux Turcs eut des conséquences terribles. En effet, leur influence grandissante dans la région et leurs exactions perpétrées contre les populations civiles eurent raison de Cantacuzène qui dut abdiquer en décembre 1354 et se faire moine. Jean V Paléologue devint alors premier empereur et les relations entre la Serbie et Byzance revinrent au point de départ.

Toutefois, le danger ottoman inquiétait fortement le souverain serbe. Il pensa alors lui opposer une action chrétienne de grande envergure. Pour ce faire, autant que pour préparer l'accomplissement de son rêve impérial, il demanda le concours du pape Innocent VI. Un souverain occidental se montra sensible à son initiative, Charles IV de Luxembourg, futur empereur germanique. Mais son soutien fut isolé. Pire, Dusan rencontra la vive opposition du roi des Hongrois Louis 1^{er} le Grand.

La querelle entre les deux pays était ancienne. Elle faillit ici déboucher sur une guerre entre les deux voisins chrétiens. Durant l'été 1354, les troupes se dirigèrent vers la frontière hongro-serbe, mais la bataille n'eut pas lieu. Ce fut vraisemblablement une épidémie qui décima l'armée hongroise et qui l'obligea à rebrousser chemin. Dépité par l'attitude du roi catholique magyar, Dusan renonça à toute idée d'union et fit un très mauvais accueil à l'envoyé du pape, arrivé à sa cour en mars 1355.

C'est donc seul qu'il devra conquérir Constantinople. C'est certainement dans la préparation d'une telle expédition qu'il mourut le 20 décembre 1355.

c) Les raisons d'un échec

L'œuvre de Dusan, le doublement du territoire serbe et sa puissance considérable, fut de courte durée.

En effet, les forces serbes étaient dispersées sur une espace beaucoup trop étendu et une partie des territoires qui avaient été à l'origine de l'expansion serbe depuis le 12^e siècle fut abandonnée au profit de maîtres locaux ou voisins. S'enfonçant dans l'espace laissé politiquement vide par l'agonie byzantine, les institutions serbes avaient un faible impact face à une structure sociale et une culture autrement plus élaborées. En territoires conquis, les Serbes étaient de plus en plus grécisés, alors que leur régime n'était accepté qu'à contrecœur.

Touchée au vif par la serbisation de certaines administrations diocésaines en Macédoine, l'Eglise de Constantinople frappa d'exclusion la hiérarchie et l'empereur serbes.

Prise en tenaille entre le prosélytisme catholique et cet œcuménisme beaucoup trop national du patriarcat de Constantinople, la Serbie se trouvait plus isolée que jamais au faîte de sa puissance.

Ajouté à la faible adhésion de la population serbe au système impérial, ces facteurs permettent de comprendre pourquoi l'œuvre de l'empereur n'a pas perduré après sa mort.

La Serbie sous Stefan Dusan connut une des plus grandes pages de son histoire. En effet, le roi, puis l'empereur, lui conféra un territoire et une législation dignes d'une grande puissance, ce qu'elle était de fait et de force. Son Code (Zakonik) est le meilleur témoignage de son œuvre.

Toutefois, le règne du souverain est éphémère (vingt-quatre ans). De plus, après sa mort, ses réalisations ne permettront pas d'éviter la crise générale qui devait survenir au cours du règne malheureux de son faible héritier. L'empire ne survit pas à son fondateur : il éclate rapidement en principautés rivales qui s'affrontent, avec les éléments décomposés de l'ancienne Byzance, sous le regard des sultans.

La Serbie entre alors dans une crise dynastique, idéologique, politique et spirituelle qui marqua la fin de l'ère némanide. Le paroxysme de cette crise sera la défaite du Champ des Merles en 1389.

I.3.LA CHUTE :LA BATAILLE DE KOSOVO POLJE (28 JUIN 1389) ET SON ROLE DANS L'IMAGINAIRE SERBE :

Le Kosovo constituait au XIV^e siècle le cœur de l'Empire serbe, avec notamment le patriarcat de Pec. En juin 1389, le prince Lazare de Serbie, à la tête d'une coalition de troupes serbes, croates, albanaises, valaques, s'y heurta aux armées ottomanes du sultan Murat I^{er}, grossies de contingents de ses vassaux chrétiens — bulgares, mais aussi serbes — et d'émirs musulmans d'Asie mineure, vassaux ou alliés. Au terme de cette sanglante bataille remportée par les Turcs, les chefs des deux armées périrent : Murat I^{er}, dans des circonstances obscures (tué par le prince Miloch ?), tandis que Lazare de Serbie, fait prisonnier, fut décapité. Cette défaite serbe du «Champ des merles», étape importante dans la conquête ottomane des Balkans, inaugurerait pour la Serbie une période d'asservissement qui dura plus de quatre siècles.

Au fil des âges, la bataille du Kosovo fut progressivement réinterprétée, et devint dans la mémoire serbe un événement exclusivement serbe, à l'encontre de la réalité historique, marquant symboliquement la chute de la Serbie dans la dépendance ottomane (alors qu'elle ne tomba réellement dans les mains du sultan que 70 ans plus tard), tandis que le Kosovo devint le «paradis perdu» de la vieille Serbie, le centre du patriarcat orthodoxe, avec ses monastères et ses églises médiévales, et le cœur de l'Empire serbe à reconquérir. La tradition orale serbe n'a depuis lors cessé d'exalter cette «bataille tragique» et le «berceau de la civilisation serbe», d'autant que l'occupation ottomane provoqua de nombreuses vagues d'émigrations serbes (entre 1690 et 1694, devant les exactions des Turcs ou des Albanais musulmans, plus de 200 000 Serbes du Kosovo fuirent vers la région de Sremski Karlovci en Croatie), et que la conversion d'un très grand nombre d'Albanais à l'islam, fit des Serbes, aux yeux de toute l'Europe, le «rempart» chrétien contre la poussée ottomane.

Mais c'est au XIX^e siècle que s'élabora véritablement chez les Serbes le mythe fondateur du Kosovo, avec Vuk Karaduc, ethnographe, historien et réformateur de la langue serbe, qui exalta la Grande Serbie, puis avec I. Garasanin, ministre de l'Intérieur serbe qui, en 1844, dans son plan Nacertanije, prévoyait de retirer le Kosovo à la Turquie au nom de droits historiques. Ce mythe fondateur, qui sera réactivé au début des années 1980 par les nationaux-communistes serbes, soutient que le peuple serbe, peuple slave doté d'une Église autocéphale depuis 1219, n'a connu qu'une défaite provisoire en 1389 au Kosovo, mais qu'il lui a été donné de ressusciter au XIX^e siècle, et qu'il lui appartient de réunifier l'ensemble de la Serbie médiévale ainsi que toutes les régions peuplées par des Serbes.

I.4. LUTTE DU PEUPLE SERBE ET RENAISSANCE DE LA SERBIE :

I.4.A. La lutte contre les Ottomans :

L'État serbe devient vassal des Turcs à la suite de l'invasion de 1370, sanctionnée par les défaites des Serbes à Maritsa (1371) et à Kosovo Polje (1389). En 1459, la Serbie devient une province turque. Cependant, la langue et la religion serbes sont conservées, et constituent la base du nationalisme, qui pourra se développer à la faveur de la décomposition de l'Empire ottoman au XIX^e siècle.

Fait d'une grande importance future, les populations serbes vont refluer progressivement vers le nord, sous la pression ottomane, comme en 1690 quand deux cent mille Serbes du Kosovo fuient après une insurrection ratée vers l'actuelle Voïvodine.

Dès lors, la réalité démographique serbe, ramassée au nord de la Serbie et centrée sur Belgrade, ne correspondra plus à l'extension historique de l'Âge d'or de Dusan, dont la capitale était...Skopje !!! Les contrées abandonnées seront aussitôt occupées par les populations albanaise. (Voir Annexe 3)

Une longue période de résistance est ouverte par les atrocités des janissaires : en 1804, Karageorges prend la tête du soulèvement contre les Turcs, mais il se fait assassiner par son rival, Miloch Obrenovitch. En 1815, sous la direction de ce dernier, les Serbes arrachent à la Sublime Porte une semi-autonomie ; la Serbie devient principauté vassale du sultan en 1833 (grâce à l'intervention diplomatique de la Russie). En 1844, le ministre serbe de l'Intérieur, Illija GaraUanin, élabore un document programme, le Nacertanije, «l'Esquisse» ; dirigé contre les Ottomans, ce manifeste prévoit le rassemblement des tous les Slaves du Sud dans un même État placé sous la direction des Serbes. En 1856, le traité de Paris garantit les privilèges acquis par la Serbie. En 1861, la Serbie, qui était jusqu'alors théoriquement la vassale de l'Empire ottoman, commence sa marche vers l'indépendance en organisant sa propre armée et son propre système éducatif ; Istanbul réplique en bombardant Belgrade en 1862, mais les Ottomans sont contraints d'abandonner de fait la Serbie en 1867. Durant cette période, la Serbie, en nouant des contacts avec ses voisins grecs, monténégrins, roumains et bulgares, vise à former une confédération balkanique dirigée contre l'«Homme malade de l'Europe».

En 1875, des troubles éclatent en Bosnie-Herzégovine ; la Serbie et le Monténégro, qui souhaitent limiter l'expansion possible des Bulgares nouvellement libérés, déclarent la guerre à l'Empire ottoman le 2 juillet 1876. Vaincus, les Serbes, mettant à profit la guerre russo-turque déclenchée pour une large part sous l'influence du panslavisme qui domine alors à Moscou, reprennent les armes, et obtiennent leur indépendance complète en 1878, par le traité de Berlin. La poussée nationaliste serbe n'est pas isolée : partout l'Empire ottoman est contraint de céder à la fois sous l'influence de ses propres réformateurs, qui espèrent sauver l'empire en le faisant évoluer, et sous la poussée des divers nationalistes, encouragés par la

faiblesse de leur suzerain et par les réformes elles-mêmes, qu'ils considèrent comme une nouvelle preuve de cette faiblesse. En 1912, la Serbie s'allie avec la Bulgarie et la Grèce contre l'Empire ottoman ; c'est la première des guerres balkaniques. Vaincus, les Ottomans doivent abandonner la totalité de leurs territoires d'Europe, dont le partage difficile déclenchera en 1913 une nouvelle guerre entre les anciens alliés.

I.4.B.La lutte contre l'Empire austro-hongrois :

Les activités des Serbes au sein de l'Empire austro-hongrois sont également déterminantes dans la naissance d'un puissant sentiment national. Les difficultés rencontrées par les Habsbourg dans la seconde moitié du XIX^e siècle, même après qu'ils eurent maté les soulèvements de 1848, sont en effet l'occasion pour les Serbes qui vivent dans les limites de l'empire d'appuyer dans un premier temps les revendications des Croates, qui cherchent à obtenir soit l'autonomie au sein de l'empire, soit la création d'un État yougoslave («des Slaves du Sud») rassemblant Serbes et Croates. Mais le mouvement yougoslave s'affaiblit dans les dernières années du XIX^e siècle, ce qui conduit les Croates à s'opposer peu à peu aux Serbes, au point que se produisent des heurts violents. En 1885, la guerre déclenchée par la Serbie contre la Bulgarie, dans le but de s'opposer à la montée en puissance de cette dernière, a pour principale conséquence de renforcer l'influence autrichienne dans les Balkans ; en effet, les Serbes, vaincus, sont contraints de faire appel à l'Autriche-Hongrie afin qu'elle intervienne pour mettre un terme au conflit.

Mais le renversement des alliances consécutif à l'assassinat du roi de Serbie, Alexandre I^{er} Obrénovitch, pro-autrichien, par le groupe nationaliste la Main noire (1903), et l'instauration de la Triple Entente (France, Grande-Bretagne, Russie, 1904) a pour effet d'augmenter la tension entre Vienne et Belgrade, qui se voit à nouveau soutenue par une puissance coalition. Pierre I^{er} Karageorges monte sur le trône, tandis que la propagande pour la Grande Serbie menée par le chef du gouvernement, Nikolas Panic, s'intensifie. Le contexte international est dès lors extrêmement tendu, et lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche en 1908, la Serbie ne renonce à la guerre que sur le conseil pressant de la Russie. Les guerres balkaniques consacrent le rôle de la Serbie comme fédérateur des aspirations de l'ensemble des Slaves du Sud, et Belgrade est désormais l'obstacle principal à la politique de Vienne dans la région.

I.4.C. Les deux guerres balkaniques (1912-1913) :

Les guerres turco-balkaniques de 1912 et 1913 s'inscrivent dans l'ensemble des crises internationales précédant la Première Guerre mondiale. Les puissances centrales se plaignent d'être encerclées et tentent de briser l'Entente (France, Russie, Serbie, Royaume-Uni) par des «épreuves de force». (Voir Annexe 4)

En 1908, la crise bosniaque, provoquée par l'annexion à l'Autriche de la Bosnie-Herzégovine, avait été un succès pour les puissances centrales ; la Serbie et derrière elle la Russie, affaiblie par sa défaite devant le Japon, peu soutenue par la France, avaient dû s'incliner. À partir de 1911, les Russes, qui ont réorganisé leur armée, reprennent l'initiative dans les Balkans : ils vont utiliser le sentiment anti-turc des peuples balkaniques soumis à la répression par le gouvernement des «Jeunes-Turcs», et rapprocher ces peuples souvent divisés par de profondes méfiances. Le moment est d'autant plus propice que l'Empire ottoman est affaibli par la guerre avec l'Italie. La Russie est ainsi à l'origine de l'alliance balkanique entre la Grèce, la Serbie, la Bulgarie et le Monténégro.

a) La première guerre balkanique

Malgré les interventions pacifistes de la France, le ministre russe des Affaires étrangères, Sazonov, ne peut plus arrêter la guerre : les États balkaniques attaquent le 18 octobre 1912.

Les Serbes sont victorieux à Kumanovo (24 octobre) et à Monastir (aujourd'hui Bitola) ; les Grecs prennent Salonique ; les Bulgares menacent Istanbul ; la Macédoine est totalement conquise. Les Ottomans demandent l'armistice, le 3 décembre 1912.

La situation est grave : l'Autriche-Hongrie, soutenue par l'Italie et l'Allemagne, ne veut pas laisser la Serbie atteindre l'Adriatique. À l'instigation de la France, qui a promis son aide à la Russie, une conférence européenne se réunit à Londres ; elle va être un moment interrompue quand des éléments intransigeants arrivés au pouvoir à Istanbul reprennent la guerre (3 février 1913). Les Turcs seront vite battus, à Jannina (21 février), Andrinople (26 février) et Scutari (22 avril).

b) La seconde guerre balkanique

Le traité de Londres (30 mai 1913), qui devait mettre fin à la guerre et procéder au partage de la Macédoine, mécontente tout le monde. La principauté d'Albanie est créée, pour empêcher la Serbie d'atteindre la mer. Le plus mécontent de tous les pays, la Bulgarie, repousse l'arbitrage russe et attaque ses anciens alliés le 29 juin 1913 : c'est la seconde guerre balkanique. Battue par les Grecs et les Serbes, la Bulgarie voit les Roumains entrer en guerre et les Ottomans reprendre les armes.

La Bulgarie, vaincue, perd, au traité de Bucarest (10 août), une grande partie des territoires conquis en 1912 et 1913 : la Serbie reçoit le nord de la Macédoine et partage avec le Montenegro le sandjak de Novi Pazar ; la Grèce occupe le sud de la Macédoine et Salonique ; la Roumanie obtient la Silistrie, et l'Empire ottoman retrouve Andrinople.

c) Les prémisses de la guerre mondiale

Les conséquences de ces guerres accentuent la tension internationale. La crise est grave pour l'Autriche-Hongrie, dont la Bulgarie vaincue était l'alliée ; la Serbie s'est agrandie, renforçant son prestige sur les Slaves du sud de l'Autriche-Hongrie. La Russie est bien décidée à ne pas laisser l'Autriche profiter de troubles éventuels. L'Empire ottoman est menacé d'effondrement. Partout dans les pays qui y ont participé, les deux guerres balkaniques ont accéléré la course aux armements.

d) Le tournant de 1914

L'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, commis par un nationaliste serbe de la Main noire, Gavrilo Princip, fournit à l'Autriche le prétexte d'une intervention militaire en Serbie. La Serbie rejette l'ultimatum autrichien, notamment la condition qui exige que Belgrade autorise des enquêteurs impériaux à effectuer leurs recherches sur le territoire serbe. La déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie décide alors la Russie à entrer en guerre, entraînant par le jeu des alliances la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne dans le premier conflit mondial.

La lutte entre Serbes et Autrichiens reste indécise, jusqu'à ce que les Allemands et les Bulgares se joignent aux forces impériales, et écrasent les Serbes. En 1916, l'armée serbe doit faire retraite vers les ports méridionaux où elle est évacuée, ainsi que nombre de civils, par les navires français ; par la suite, les Serbes reprennent part aux combats lors de l'attaque

anglo-française menée à partir de Salonique – ces deux épisodes sont à l'origine d'un sentiment d'amitié étroite entre la France et la Serbie qui perdurera tout au long du siècle.

Dans les Balkans, la victoire finale de l'Entente sur les Empires centraux se traduit le 1^{er} décembre 1918 par la création du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, devenu le royaume de Yougoslavie en 1929.

C'est de cette période troublée (1878-1918) que vient l'expression de « poudrière balkanique ». Force est de reconnaître cependant que les mèches du baril de poudre étaient allumées dans les grandes capitales européennes, qui portent ainsi une lourde responsabilité dans les événements futurs du XX^e siècle.

I.5. LA SERBIE DANS LA YUGOSLAVIE :

I.5.A.Le royaume de Yougoslavie :

Voir Annexe 5

L'événement qui déclencha la Grande Guerre est l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche, François-Ferdinand, par Gavrilo Princip, un nationaliste serbe de l'organisation extrémiste la Main noire. La Serbie résista à l'invasion autrichienne, mais fut écrasée lorsque les armées allemandes et bulgares se joignirent à celles de l'Autriche. La défaite des Empires centraux, et plus particulièrement la dislocation de la monarchie austro-hongroise, permit au prince régent Alexandre I^{er} Karadjordjevi0 de proclamer, le 1^{er} décembre 1918, l'union des Serbes, Croates et Slovènes de l'ancienne monarchie avec la Serbie et le Monténégro dans un Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Les frontières du nouvel État furent fixées par les traités de Saint-Germain-en-Laye, de Neuilly et de Trianon.

En 1921, à la mort du vieux roi Pierre I^{er} Karadjordjevic, son fils, Alexandre, qui exerçait déjà le pouvoir comme régent, lui succéda. La Serbie était sortie terriblement éprouvée du premier conflit mondial : dévastations, perte d'un million d'hommes par la guerre ou les épidémies ; le relèvement fut lent, et retardé par les luttes de partis. La politique intérieure fut dominée par un grave problème d'organisation interne : les Serbes de l'ancien royaume étaient en effet partisans d'un État centralisé, comme si le nouveau royaume n'était qu'une Serbie agrandie par l'annexion de nouveaux territoires, tandis que les Croates, qui

formaient de longue date une entité politique distincte, voulurent que leur entrée dans le royaume prenne la forme d'une union avec la Serbie, non d'une annexion à celle-ci ; ils réclamèrent donc, pour le nouvel État, une organisation fédéraliste. L'antagonisme entre Serbes et Croates fut porté à son paroxysme avec l'assassinat du chef du Parti paysan croate, Stjepan Radic, en juin 1928, en pleine Skouptchina (l'Assemblée) ; l'assassinat de Radic excita l'extrémisme des oustachis qui, soutenus dès cette époque par le dictateur hongrois Horthy et par Mussolini, ne faisaient pas mystère de leur projet d'une Grande Croatie fasciste et «nettoyée» de tous les non-Croates. Le roi Alexandre se décida alors à assumer une sorte de dictature provisoire et à se charger de régler lui-même, avec ses ministres, la nouvelle organisation de son royaume (1929) ; celui-ci prit officiellement le nom de Royaume de Yougoslavie, qui, mieux que le précédent, affirmait son unité. Il renvoya le Parlement et supprima la Constitution votée en 1921.

En 1931, Alexandre octroya lui-même une nouvelle Constitution ainsi qu'un parlementarisme partiel ; il introduisit la partition de l'État en unités administratives (les banovinas), lesquelles négligèrent sciemment les données historiques et ethniques ; toute activité politique fut interdite de fait aux partis qui se réclamaient ou d'une région historique, ou d'une confession religieuse particulière (tels les paysans croates ou les populistes slovènes). Cependant, il restait, parmi les Croates, des opposants qui, ne disposant plus de moyens d'opposition légale, employèrent des procédés terroristes, et qui, de l'étranger, organisèrent des attentats. C'est ainsi à des terroristes croates qu'est dû l'attentat de Marseille qui, en octobre 1934, coûta la vie au roi Alexandre alors en visite officielle en France, et à Louis Barthou, ministre français des Affaires étrangères. Pierre II, encore enfant, succéda à Alexandre ; la régence fut confiée au prince Paul Karadjordjevic, cousin du roi. Le ministère Stojadinovic inaugura, à partir de 1935, en accord avec le régent, une politique d'abord libérale mais qui fit bientôt place à un régime autoritaire où se révélait l'idéologie fasciste, et Belgrade s'éloigna progressivement de la France pour se rapprocher de Rome et de Berlin. Mais une opposition subsistait, qui coalisa, autour de certains partis serbes, le Parti paysan croate, dont le chef, Vladko Malek, restait irréductiblement hostile à la Constitution centraliste de 1931. La question croate, de ce fait, demeura sans solution jusqu'en 1939, tandis que la population serbe, en grande majorité paysanne, vivait misérablement et prêtait attention à la propagande marxiste de Svetozar Markovic, un des premiers organisateurs de la classe ouvrière serbe.

La politique extérieure du royaume de Yougoslavie fut dominée par la préoccupation de défendre le statu quo issu des traités de paix de 1920 réglant la question des frontières : politique de sauvegarde contre la Hongrie, ses visées irrédentistes et sa revendication d'une révision du traité de Trianon ; politique de défiance à l'égard de l'Italie notamment. Le royaume yougoslave chercha ainsi des garanties dans l'union avec les deux puissances que menaçait également l'irrédentisme hongrois, la Tchécoslovaquie et la Roumanie. D'où la création de la Petite Entente en 1921, qui, avec le pacte d'amitié avec la France de 1927, resta longtemps le fondement essentiel de la politique extérieure yougoslave. En 1934 fut conclu le pacte balkanique entre la Roumanie, la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie, afin de sauvegarder la paix dans les Balkans. Mais à partir de 1934, un rapprochement qui se dessina entre la Yougoslavie et son ennemie de la veille, la Bulgarie, aboutit en janvier 1937 à la conclusion d'un pacte d'amitié perpétuelle entre les deux pays. D'autre part, également à partir de 1934, une détente se manifesta dans les rapports jusqu'alors plutôt tendus entre la Yougoslavie et l'Italie, aboutissant en mars 1937 à la conclusion d'un pacte de non-agression entre les deux États. S'ils contribuèrent à la pacification de l'Europe danubienne, ces deux accords, conclus la même année, ainsi que les tentatives d'entente entre la Yougoslavie et ses alliés d'une part, avec la Hongrie d'autre part, s'inscrivaient cependant dans la logique de polarisation politique qui divisait alors l'Europe entre les dictatures et leurs alliés d'un côté, les régimes démocratiques de l'autre.

I.5.B.La Seconde Guerre mondiale

La Yougoslavie fut gravement touchée par la Seconde Guerre mondiale, et son existence même s'est trouvée en jeu. Elle en sortit cependant toujours unie, et même légèrement agrandie, mais, du point de vue matériel, le pays était très appauvri.

D'abord en dehors du second conflit mondial, la Yougoslavie, bien malgré elle, s'y trouva engagée à partir de 1941. Le 25 mars, le gouvernement du régent, le prince Paul, de tendance germanophile, négocia à Vienne l'adhésion de la Yougoslavie au pacte tripartite germano-italo-japonais. Le 27 mars, le jeune roi, Pierre II, opéra un coup d'État avec le soutien populaire, renvoya le régent et ramena son pays dans la position de neutralité. Le 6

avril, l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie, sans déclarer la guerre, attaquèrent la Yougoslavie ; celle-ci succomba aussitôt à l'attaque foudroyante de soixante-dix divisions allemandes. Le 10 avril, les oustachis proclament à Zagreb l'État indépendant croate et commencèrent à massacrer les Serbes. Le 17 avril, l'armée royale capitula. Pierre II et son gouvernement se réfugièrent à Londres ; la Yougoslavie fut démembrée. L'Italie s'adjudgea la province slovène de Ljubljana, la côte et les îles Dalmates jusqu'au Monténégro qui fut placé sous son protectorat, et donna pour roi à la Croatie un prince de sa maison royale ; le III^e Reich s'empara de l'essentiel de la Slovénie, tandis que ses satellites, la Hongrie et la Bulgarie, reçurent, la première la Voïvodine, la seconde la quasi-totalité de la Macédoine ; enfin, le Kosovo et l'ouest de la Macédoine furent intégrés dans une Grande Albanie sous contrôle italien. Des États fantoches de caractère dictatorial furent créés en 1941, l'un en Croatie, dirigé par Ante Pavelic, l'autre en Serbie dirigée par le général Milan Nedic, qui appliquèrent la politique de déportation et d'extermination des nazis ; intellectuels, juifs et Roms furent les premiers visés. En outre, dans chacune des régions annexées, des politiques de germanisation, d'italianisation, de magyarisation ou de bulgarisation furent mises en œuvre.

Dès l'été de 1941, des résistances éclatèrent sous forme de guérillas, de la part des patriotes yougoslaves, encouragés par la guerre qui venait d'éclater entre l'Allemagne et l'Union soviétique. D'abord éparpillées et indépendantes, ces guérillas se coordonnèrent. Mais les résistants n'étaient pas d'accord entre eux : les tchetniks serbes se groupèrent sous la direction du colonel serbe Draa Mihailovic, de tendance royaliste ; les autres, les partisans communistes, plus nombreux, étaient placés sous les ordres du Croate Josip Broz, le futur maréchal Tito. On se battait contre les Allemands, mais aussi entre partis rivaux. En novembre 1941, une offensive allemande défit les insurgés. Mihailovic choisit de négocier avec les nazis, tandis que les partisans de Tito passèrent en Bosnie. Le maquis communiste attira de plus en plus de combattants, notamment parmi les Serbes de l'État indépendant croate, qui fuyaient le poignard des oustachis. Après la capitulation italienne de 1943, toute la Dalmatie se souleva contre les oustachis et les troupes allemandes ; les Croates devinrent majoritaires dans la résistance. Le 29 novembre 1943, à Jajce, les partisans créèrent le Conseil antifasciste de libération nationale et annoncèrent le programme du futur État : une République fédérale constituée de cinq nations (serbe, croate, slovène, macédonienne et

monténégrine) et de six républiques – la Bosnie-Herzégovine, disparue depuis 1918, étant recréée pour couper court aux revendications nationalistes croates et serbes sur son territoire.

Présidé par Ivan Ribar, un autre Croate, le Conseil était en réalité dominé par Tito, qui, avec le titre de maréchal, prit la direction de la Défense nationale. En mai 1944, la Grande-Bretagne se déclara nettement en faveur du gouvernement Tito. En septembre, les forces de Tito et les forces soviétiques firent leur jonction ; en octobre, Belgrade fut libérée, et en novembre s'y tint l'Assemblée nationale de la Libération.

I.5.C.La République populaire fédérale de Yougoslavie

La guerre eut une influence déterminante sur les destinées de la Yougoslavie. Après la défaite de l'Allemagne et de ses satellites, la Yougoslavie avait non seulement recouvré son intégrité, mais aussi agrandi son territoire. Les traités de paix du 10 février 1947, imposés à l'Italie, à la Hongrie et à la Bulgarie, lui restituèrent ce dont ces pays l'avaient dépouillée en 1941. L'Italie, de surcroît, dut lui céder une partie de la Vénétie julienne, l'Istrie (à l'exclusion du territoire libre de Trieste), le port de Fiume en Dalmatie, et la ville de Zara sur la côte dalmate.

a) Le règne du Maréchal Tito

Le 7 mars 1945, un nouveau gouvernement fut formé sous la présidence du maréchal Tito, qui proclama le principe d'une Yougoslavie démocratique et fédérale. Le gouvernement prit des mesures sévères durant la période de reconstruction de l'État (confiscation des biens des collaborateurs, liquidation des banques privées, limitation de la propriété). Le roi, en exil, retira le pouvoir à ses régents (8 août), et des élections furent organisées le 11 novembre.

Cependant, l'opposition ayant refusé d'y participer, le Front populaire, dominé par le parti communiste, recueillit plus de 90 % des voix. Le 29 novembre 1945, la république fut proclamée. Le 31 janvier 1946, la Constitution de la République populaire fédérale de Yougoslavie, calquée sur la Constitution soviétique de 1936, opère une distinction entre citoyenneté (yougoslave) et nationalité (Serbes, Croates, etc., les Musulmans étant à leur tour reconnus comme nationalité en 1968). Le nouvel État se compose de six républiques (Serbie, Croatie, Slovénie, Monténégro, Macédoine et Bosnie) et de deux provinces autonomes (Kosovo et Voïvodine). Le Parlement est formé de deux Chambres, la Chambre fédérale et la

Chambre des nationalités ; le Praesidium a pour président Ivan Ribar, qui est nominalement le chef de l'État.

Dés lors, l'histoire de la Serbie va se confondre avec celle de la République populaire fédérale de Yougoslavie, jusqu'à la ré émergence du nationalisme serbe après la mort du maréchal Tito, en 1980, et à l'occasion des troubles qui s'ensuivent.

Il faut retenir de cette longue période s'étendant de l'annexion ottomane à la renaissance du nationalisme serbe à la mort de Tito, que la Serbie a été perpétuellement en lutte contre un ou des occupants, ou bien contre ses voisins. Cette histoire dramatique a forgé le sentiment des Serbes d'être des victimes permanentes, et parallèlement son esprit de résistance et de sacrifice, exacerbés encore par la religion orthodoxe.

b) Déchirement de la Yougoslavie

Tito mourut le 4 mai 1980. Une «présidence collégiale tournante» lui succéda. La situation économique ne cessait de se détériorer, le revenu réel par habitant chutant de 30 % entre 1978 et 1988, et continuant de se détériorer par la suite ; en 1989, l'inflation avoisina les 2700 % ; le PNB de la province autonome du Kosovo, par exemple, était cinq fois plus faible que celui de la Slovénie. Les tensions s'aggravèrent entre les divers peuples, sans provoquer cependant dans un premier temps les bouleversements politiques que la disparition de Tito pouvaient laisser craindre

La faiblesse de l'État fédéral face aux pouvoirs étendus dont disposaient les six républiques et les deux régions associées créait un handicap supplémentaire. La présidence collégiale de la Fédération, axée sur un système de rotation annuelle des présidents, empêcha l'émergence d'un véritable successeur de Tito. Le gouvernement lui-même, désigné pour quatre ans, était soumis aux avis et veto des républiques. Les plans de réforme économique échouaient tous, y compris l'important projet de réformes de 1988, qui tenta de faire entrer le pays dans l'économie de marché : suppression des barrières protectionnistes entre républiques ; limitation de l'ingérence de l'État, redéfinition de la propriété ; appel aux capitaux étrangers, etc. Les entreprises furent dès lors appelées à fonctionner selon le modèle occidental ; le principe de l'autogestion était maintenu mais devait s'adapter aux conditions de l'économie moderne. Le comité central de la Ligue des communistes ne jugea cependant pas ce

programme réalisable : les divergences de vues entre les républiques, qui avaient connu un développement très inégal, semblaient dès lors rendre impossible toute entente. La république de Serbie, en particulier, en proie à une agitation nationaliste entretenue par Slobodan Milosevic, chef du parti serbe, chercha à récupérer son entière souveraineté sur les régions du Kosovo et de la Voïvodine. La réforme de la Constitution lui donna satisfaction sur ce point, mais si cela ne posa pas de problèmes en Voïvodine, il n'en alla pas de même au Kosovo, qui entra alors l'une des crises les plus graves de son histoire.

Les différentes républiques étaient profondément divisées dans leur appréciation de la situation au Kosovo, ce qui reflétait le caractère instable et perpétuellement menacé de l'unité yougoslave. L'inégalité du développement économique des différentes composantes de la Fédération avait été favorisée par l'extrême décentralisation des pouvoirs, et les nationalismes culturels ainsi que les mentalités étaient très opposés. En outre, les Serbes avaient des prétentions hégémoniques, qui s'appuyaient sur l'histoire et sur leur poids démographique (40 % de la population) ; organisant de gigantesques rassemblements populaires à Belgrade, les dirigeants serbes contraignirent les autorités fédérales à mener une politique répressive au Kosovo dès la fin de février 1989, avec l'instauration de l'état d'urgence.

D'une manière générale, le repli de chaque république sur ses intérêts nationaux fut parfois motivé par la crainte de l'influence serbe sur le pouvoir fédéral.

C'est lors de la VIII^e réunion du comité central de la Ligue des communistes de Serbie, le 7 septembre 1987, que s'amorça le processus de dislocation de la Yougoslavie. Le vainqueur, Slobodan Milosevic, tira profit de toutes les frustrations serbes et exploita le conservatisme des anciens apparatchiks. La fin du mandat de Branco Mikulic fut marquée, en décembre 1988, par la libération des derniers prisonniers condamnés pour délit d'opinion ; nombreux sont ceux qui demandaient l'abrogation de l'article 133 du code pénal sanctionnant ce type de délit. Une telle évolution inquiétait les conservateurs. Des militaires membres du gouvernement et du parti crurent devoir adresser des avertissements aux républiques qui toléraient l'existence de groupes d'opposition. Le 19 janvier 1989, la présidence collégiale de l'État proposa Ante Markovic comme successeur de Mikulic. Le fait qu'il n'ait même pas été retenu comme candidat fut interprété par Milosevic comme un avertissement. Malgré son aura personnelle, les efforts de Markovic, qui annonçait une grande réforme économique en

décembre 1989, échouèrent. Il se heurta à la fois au Croate Franjo Tudjman et au Serbe Milosevic. Le 22 janvier 1990, la Ligue des communistes yougoslaves fut dissoute ; la même année, les élections en Croatie et en Serbie consacrèrent d'anciens communistes ralliés au nationalisme le plus extrémiste. En Bosnie-Herzégovine, seule république dont le président n'était pas un ex-communiste, le pouvoir fut pris en main par une coalition de partis «nationaux» – musulman (la «nation» musulmane a été reconnue officiellement en 1969), serbe et croate. Par la sécession officielle de la Slovénie et de la Croatie, le 25 juin 1991, suivie des déclarations d'indépendance de la Macédoine et de la Bosnie-Herzégovine, la Yougoslavie issue de la Première Guerre mondiale cessa de fait d'exister. Cependant, la Serbie et le Monténégro, en formant, le 27 avril 1992, la République fédérale de Yougoslavie, constituaient un nouvel avatar de «l'État des Slaves du Sud».

D'ailleurs, durant cet intermède, la RSFY ne disparut pas véritablement : ainsi, ce fut sur les ordres du président en exercice de la Yougoslavie, Markovic, et non de Milosevic, que l'armée yougoslave intervint en Slovénie après sa déclaration unilatérale d'indépendance. En partie sous la pression internationale, l'armée se retira de Slovénie en juillet 1991, mais la guerre s'étendit alors à la Croatie, et les cessez-le-feu signés sous l'égide de la communauté internationale furent violés les uns après les autres. Le 7 septembre 1991 s'ouvrit cependant à La Haye une conférence de paix grâce à la médiation de la CEE. Mais l'Allemagne fit pression afin que la Slovénie et la Croatie fussent reconnues en tant qu'États, tandis que la France, allié traditionnel de la Serbie, préconisait une solution globale. Face à l'impuissance de la CEE, l'ONU entra à son tour en lice en octobre 1991. Le 3 janvier 1992, Serbes et Croates signèrent un accord de paix à Sarajevo, ouvrant la voie au déploiement de quelque quatorze mille Casques bleus en Croatie. Quelques jours plus tard, le 15 janvier, la CEE finit par reconnaître la Slovénie et la Croatie, tout en constatant que la Yougoslavie était «en voie de dissolution». Le conflit se transporta dès lors en Bosnie, où avaient pénétré les troupes serbes qui y procédèrent à des opérations de «nettoyage ethnique», les troupes croates se livrant au même type d'opération en Bosnie centrale. L'épisode du long siège de Sarajevo mobilisa la communauté internationale et démontra son impuissance à faire pression et à résoudre la crise yougoslave ; les engagements de la conférence de Londres, tenue les 26 et 27 août 1992, qui prévoyaient la fin des hostilités et la remise des armes lourdes des belligérants à l'ONU, furent rapidement violés. La population bosniaque fut terriblement

éprouvée : elle chuta d'environ 20 % entre 1991 et 1996 (de cinq à environ quatre millions d'habitants), la chute étant due à l'exode et à la guerre.

En République fédérale de Yougoslavie (Serbie-Monténégro), le milliardaire Milan Panic fut nommé en juillet 1992 à la tête du gouvernement, mais il s'opposa bientôt à Milosevic, qui parvint à l'éliminer et à asseoir définitivement son pouvoir grâce à sa victoire aux élections législatives du 19 décembre 1993.

Milosevic, chantre du nationalisme serbe, poursuivit dès lors une politique de création d'une « Grande Serbie », rassemblant en son sein l'ensemble des populations serbes de la région, se référant constamment à l'Âge d'or d'Etienne Dusan, et à la dette de l'Europe chrétienne envers son pays contractée depuis la bataille du Champ des Merles en 1389, manipulant ainsi la mémoire historique et les fantasmes du peuple serbe.

L'échec partiel de sa politique en Bosnie, mais surtout son échec total au Kosovo en 1999, face à la rébellion albanaise et à la communauté internationale, entraîna sa chute.

La Serbie depuis tente de panser ses plaies et de retrouver sa place dans le concert des nations.

DEUXIEME PARTIE : Histoire du peuple albanais

Les Albanais descendent vraisemblablement des Illyriens, peuple indo-européen qui s'installa dans la région de la côte dalmate à la fin de l'âge du bronze. Le nom d'Albanoï apparaît pour la première fois au II^e siècle de notre ère, dans un texte du géographe Ptolémée. Ce nom réapparaît ensuite régulièrement, à partir du X^e siècle, sous la plume des chroniqueurs byzantins.

II.1.L'ANTIQUITE ET LE MOYEN-AGE

Voir Annexe 1

Le territoire actuel des Albanais, colonisé par les Grecs au VII^e siècle av. J.-C, passa sous la domination de Rome au II^e siècle av. J.-C. Après la partition de l'Empire romain en 395, le territoire albanais fit partie de l'Empire romain d'Orient. Par la suite, comme le reste des Balkans, il fut envahi du IV^e au VI^e siècles par les Wisigoths, les Antes, les Lombards, les Avars, et enfin par les Slaves, qui s'établirent par vagues successives à partir de 580, repoussant les population originelles dans les zones montagneuses et véritable premier « choc » albano-serbe. Province de l'Empire byzantin jusqu'au IX^e siècle, le pays est ensuite envahi par les Bulgares (du IX^e au XI^e siècle), puis reconquis en 1018 par l'empereur Basile II. Au XI^e siècle, l'Albanie excita les appétits des Normands. Le passage de la première croisade (1096) s'accompagna de grands ravages, mais trois expéditions normandes, entre 1107 et 1185, échouèrent.

En 1190, à la faveur de l'affaiblissement de l'Empire byzantin, ravagé par la quatrième croisade en 1204, se crée la principauté d'Albanie qui constitue le premier État albanais : la principauté, qui s'étend entre les fleuves Shkumbin et Drin, établit sa capitale à Krujë. Au XIII^e siècle, le roi de Sicile Charles I^{er} d'Anjou, frère de Saint Louis, débarque en Albanie où il proclame un éphémère royaume (1272). La domination angevine s'écroule bientôt sous les attaques de l'Empire serbe d'Étienne Dusan (1331-1355), après la mort de qui le pays sombre dans l'anarchie.

A ainsi pris place à cette période le deuxième affrontement entre Serbes et Albanais : Dusan a en effet privé d'avenir la principauté d'Albanie, premier Etat qui aurait pu jouer pour le peuple albanais le rôle qu'avait tenu le royaume de Rascie pour l'ascension de la culture et de la puissance serbe.

Néanmoins, d'une mosaïque de petits États régis par des seigneurs albanais en conflit permanent entre eux, vont émerger au début du XV^e siècle deux principautés rivales : l'une à Durrës avec Charles Topia, l'autre à Shkodër (Shkodra) avec les princes Balsha.

II.2.L' OCCUPATION OTTOMANE

Alliés des Serbes contre les Ottomans, les princes et seigneurs albanais participèrent alors à la lutte contre l'envahisseur, notamment à la bataille de Kosovo Polje en 1389, réalité gommée plus tard par les Serbes. De même, la résistance albanaise ne cessa pas après cette défaite, bien au contraire, puisque les Albanais continuèrent longtemps à offrir une opposition farouche aux Turcs, à la différence des Serbes vassalisés qui n'offrirent plus qu'une résistance faible et sporadique, réalité là aussi « oubliée » par les historiens de ces derniers !

II.2.A.Skanderbeg :

Au siècle suivant, la formidable épopée de la résistance de Skanderbeg prouve bien, s'il en était besoin, que les Albanais ne se sont point résignés après la bataille de Kosovo. Skanderbeg, devenu leur héros national— et salué par le pape Nicolas V du nom d'«athlète du Christ» —, écrivit une des pages les plus illustres de l'histoire des Albanais, en empêchant le débordement des Ottomans vers l'Occident. Ce héros, non dénué de paradoxes, condense d'ailleurs à lui seul toute la complexité de l'histoire et de l'identité albanaise.

Issu d'une maison albanaise de moyenne noblesse, chrétienne(!), Georges Kastriote dit Skanderbeg est né vers 1403 d'une mère slave(!), Vojislava, puis est enlevé et élevé en otage chez les Ottomans, où il reçut une éducation musulmane et le surnom d'Iskander bey, "prince Alexandre", imaginé par la suite comme un signe de reconnaissance de son ascendance illyrienne, faisant allusion à Alexandre le Grand.

La double et paradoxale dualité des ses origines apparaît ainsi: né chrétien et élevé dans la religion musulmane, d'un père albanais et d'une mère slave. Il a déserté en 1443 lors de la défaite ottomane devant les Hongrois à Nis. A la tête d'une petite troupe de cavaliers, trois cents dit la tradition orale, il s'est emparé de Kruja, non loin de Durrës et de Tirana. Le lendemain, il hissait sur la citadelle le drapeau aux armes de sa famille: double symbole chargé d'avenir. Le drapeau de Skanderbeg allait devenir l'emblème de l'Albanie indépendante et la date même de la proclamation de l'indépendance en 1912, le 28 novembre,

qui restera celle de la fête nationale albanaise, fut imaginée comme une réplique à ce jour ancien.

En 1444, Skanderbeg fut proclamé prince des Albanais lors de la Ligue de Lezha (Alessio), dans la ville côtière contrôlée à l'époque par les Vénitiens. Il a combattu depuis contre les Turcs ottomans qu'il a pu arrêter aux portes de l'Europe durant plus d'un quart de siècle, à l'apogée même de leurs conquêtes européennes. Pratiquement seul, c'est grâce à son adresse personnelle qu'il a réussi à arrêter plusieurs offensives, conduites non seulement par les meilleurs hommes de guerre ottomans tels Evrenos Bey ou Ballaban Pacha, qui a péri au combat, mais aussi par les deux plus puissants Sultans des Turcs ottomans eux-mêmes: Murâd II qui est mort en 1451 après un long siège échoué devant les murs de Kruja, dont le héros albanais avait fait sa capitale, et Mehmet II Al Fâtih, le "Conquérant" de Byzance et des Balkans, qui a mis trois fois le siège devant Kruja sans pouvoir lui venir à bout. En janvier 1468, terrassé par une attaque de fièvre, Skanderbeg mourait vaincu à Lezha. Après sa mort, le relais a été pris par l'un de ses principaux généraux, Lekë Dukagjini, dernier descendant d'une grande maison de la noblesse albanaise, reconnu aussi par la tradition orale comme le premier législateur albanais. Il a fallu encore plus d'une dizaine d'autres longues années pour que les Ottomans arrivent à s'emparer des dernières forteresses et annexer le pays albanais.

II.2.B.L' Albanie dans l' Empire Ottoman :

L'histoire de l'Albanie sous l'occupation ottomane, du XVI^e siècle jusqu'à 1912, est une succession de révoltes qui échouèrent toutes; les plus célèbres restent celle des Bushati à Shkodër (1796), et celle d'Ali Pacha de Tepelena (1822). Au cours des XVI^e et XVII^e siècles, l'Albanie s'islamisa en grande partie, et fournit de nombreux soldats et fonctionnaires (notamment plusieurs vizirs et cinq grands vizirs) à l'Empire ottoman. Les raisons de ces conversions résidaient essentiellement dans le statut social et les intérêts économiques qui découlaient de la profession de foi en l'islam, mais résultaient aussi des jeux d'alliance entre les clans. C'est ce qui fit dire aux historiens albanais, en réplique aux accusations serbes de trahison, que l'islam albanais était un pur opportunisme de circonstance. Néanmoins, force est de constater que les populations albanaises en profitèrent pour occuper les terres serbes, vidées de leurs occupants par la répression turque, et notamment le Kosovo.

La guerre russo-turque de 1877-1878, conclue par le traité de San Stefano, provoque le réveil éclatant du sentiment national albanais. En effet, ce traité cède aux Puissances et à la Russie victorieuse des territoires conquis de l'Albanie : le Sud aux Grecs, le Nord aux Serbes et l'Est aux Bulgares. Face à ce démembrement, tandis que se prépare le congrès de Berlin (13 juin 1878), les représentants albanais des diverses communautés décident de créer une ligue armée dans le but de défendre le pays et d'obtenir l'autonomie.

Contrairement aux Serbes, les Albanais formulèrent ainsi assez tardivement leurs revendications nationales. Ce n'est qu'en juin 1878 que se constitua la ligue de Prizren, sous l'impulsion d'Abdyl Frasherî (1839-1892), député de Janina au parlement ottoman. Elle réclamait la réunion de quatre vilayets (Scutari, Janjevo, Kosovo et Bitola) peuplés d'Albanais, mais aussi de Serbes, de Grecs, de Valaques et de Turcs ottomans, en un seul vilayet albanais, qui aurait bénéficié d'un statut d'autonomie, dans le cadre de l'Empire ottoman. Il n'était pas encore question d'indépendance. La ligue, peu entendue par la Porte et les participants du Congrès de Berlin, vit ses forces armées écrasées par celles de l'Empire ottoman en 1881. En 1889, se constitua une seconde ligue, la ligue de Peja (Pec en serbe), qui reprit les revendications précédentes mais en insistant plutôt sur leur composante musulmane que nationaliste. Il s'agissait de défendre un islam menacé par les peuples chrétiens frontaliers. Berceau de la nation serbe, le Kosovo devenait ainsi le centre du renouveau national albanais.

II.3.LE XX^e SIECLE JUSQU'AU SECOND CONFLIT MONDIAL

Le 28 novembre 1912, après presque cinq siècles d'occupation ottomane, l'Albanie accède finalement à l'indépendance, mais cela soulève de nombreux problèmes dans une péninsule balkanique déchirée par la guerre. Le 17 décembre s'ouvre à Londres la conférence des ambassadeurs des six grandes puissances afin d'examiner le statut international de l'Albanie. Celle-ci est reconnue, le 29 juillet 1913, comme «principauté souveraine héréditaire et neutre sous la garantie des grandes puissances». Sa superficie est limitée à 28 000 km², et laisse en dehors de ses frontières toute la région du Kosovo, cédée à la Serbie. Le nouveau roi choisi pour l'Albanie est un prince allemand, Guillaume de Wied (1876-1945), ignorant tout du pays, et dont le règne durera seulement 6 mois.

A la fin de la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle elle fut successivement envahie par les armées des deux camps, l'Albanie retrouve une éphémère indépendance. La

conférence de la paix, à Paris, reconnaît son statut international et elle est admise à la Société des Nations le 17 décembre 1920. La conférence des ambassadeurs de quatre pays (France, Italie, Japon et Royaume-Uni), chargée de fixer les frontières, restitue à l'Albanie les villages d'Épire du Nord, mais laisse au Monténégro les localités revendiquées par l'Albanie.

Les premières élections de l'Albanie indépendante se déroulent en avril 1921, opposant les conservateurs, rassemblés autour du parti progressiste, et les réformateurs organisés autour du parti populaire, dont l'un des dirigeants est l'évêque et écrivain Fan S. Noli (1882-1965). C'est à cette époque qu'intervient Ahmet bey Zogu (1895-1961), grand féodal de la région de Mati et membre du parti populaire. Ministre de l'Intérieur, puis Premier ministre (décembre 1922), il forme un nouveau gouvernement, qui démissionne deux ans plus tard face à l'opposition organisée derrière Fan Noli et Avni Rustemi. Le 16 juin 1924 est formé le gouvernement démocratique et libéral dirigé par Fan Noli, qui tente, en six mois, des réformes importantes afin de faire passer le pays du stade féodal à une démocratie (au sens que le président américain Wilson entendait donner à ce terme). Mais Ahmet Zogu, soutenu par les Yougoslaves, prépare une intervention militaire et s'empare de nouveau du pouvoir : le 31 janvier 1925, il est élu président de la République proclamée par l'Assemblée constituante. Le 1^{er} septembre 1928, il se proclame roi d'Albanie, sous le nom de Zog I^{er}, et fait élaborer une nouvelle législation inspirée du droit européen; il promulgue un code civil, un code pénal et un code commercial, et entame une importante réforme agraire qui échoue devant les réticences des grands propriétaires terriens. Mais il s'enfonce dans les dettes envers l'Italie fasciste, qui exerce une influence politique et économique croissante en Albanie.

Le 7 avril 1939, Mussolini adresse à l'Albanie un ultimatum, suivi d'un bombardement; le pays est envahi par les troupes fascistes, tandis que le roi Zog s'enfuit avec sa famille. Le 12, une prétendue assemblée constituante réunie à Tirana offre le gouvernement à Victor-Emmanuel III, qui s'arroge le titre de roi d'Albanie; sous la fiction d'une union personnelle, c'est une annexion pure et simple de l'Albanie par l'Italie. Le Duce impose les lois fascistes et, dès le début de la Seconde Guerre mondiale, s'applique à créer la Grande Albanie, territoire dont les frontières correspondaient aux limites ethniques du peuple albanais et qui englobait le Kosovo, la Macédoine. Toutefois, la résistance albanaise s'organise autour du parti communiste d'Albanie, sous la direction d'Enver Hoxha et en liaison avec le mouvement de Tito en Yougoslavie. En septembre 1942, la Conférence de

libération nationale regroupe communistes et nationalistes de diverses tendances et donne naissance au Front de libération national (FLN). Après la capitulation de l'Italie, le 8 septembre 1943, le pays subit l'occupation nazie, bien plus sanglante que celle des fascistes italiens. Le 28 novembre 1944, toute l'Albanie est libérée et en janvier 1946, la république populaire d'Albanie est proclamée. Derrière le «rideau de fer», le pays s'engage dans le camp socialiste.

II.4.DE L' APRES-GUERRE A NOS JOURS

Voulant affirmer une fidélité intransigeante aux dogmes du marxisme-léninisme, l'Albanie rompit d'abord avec la Yougoslavie en 1948, puis avec l'URSS en 1961, et enfin avec la Chine maoïste en 1977. Après cette séparation d'avec l'ensemble du camp socialiste, au lieu de se rapprocher de l'Europe, l'Albanie s'enferme au contraire dans un isolement total.

Dirigée d'une main de fer par Enver Hoxha, le pays devient alors l'une des dictatures les plus dures des pays de l'Est. Ramiz Alia succéda à Enver Hoxha, décédé en 1985. À partir du printemps 1990, face au mécontentement général, le gouvernement communiste fut amené à annoncer des réformes politiques et économiques.

Mais il a fallu la chute du mur de Berlin, la révolution en Roumanie, les exodes massifs de juillet 1990, l'intensification de la pression internationale et la révolte des étudiants de Tirana pour que, le 11 décembre 1990, le multipartisme soit enfin instauré. Lors des premières élections libres (mars 1991), les communistes au pouvoir parvinrent à s'assurer la majorité au Parlement, et Ramiz Alia fut réélu à la tête de l'État en avril 1991. Mais grèves et manifestations contraignirent le gouvernement à organiser des élections législatives (mars 1992), qui furent remportées par le parti démocratique. Après la démission de Ramiz Alia, Sali Berisha fut élu président de la République, mais la victoire de l'opposition socialiste aux élections législatives du 29 juin 1997, le força à démissionner. Un mois plus tard, Rexhep Mejdani, le secrétaire général du Parti socialiste, élu à la présidence de la République albanaise, leva l'état d'urgence en vigueur depuis cinq mois et nomma Fatos Nano Premier ministre. Peu après, les soldats de la Force multinationale de protection (FMP) quittèrent le pays, tandis que les forces gouvernementales reprenaient progressivement le contrôle du territoire.

La vie politique a cependant tardé à se normaliser, le Parti démocrate de S. Berisha boycottant les travaux du Parlement et organisant presque quotidiennement des manifestations. En septembre 1998 éclataient de nouvelles émeutes, S. Berisha tentant de reprendre le pouvoir avec l'appui de la rue. Il reprochait notamment au gouvernement de F. Nano son manque d'engagement vis-à-vis de la tragédie qui était en train de se nouer au Kosovo, alors que lui-même prenait fait et cause pour l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Dans cette crise, F. Nano adoptait en effet une position modérée et s'en tenait à un alignement constant sur les positions du Groupe de contact. En octobre cependant, sous la pression des mouvements de contestation orchestrés par les partisans de S. Berisha, le Premier ministre fut contraint de démissionner et le président Mejdani désigna Pandeli Majko pour lui succéder à la tête du gouvernement.

L'échec des négociations de Rambouillet sur le Kosovo, en mars 1999, et le développement des exactions des forces militaires et des milices serbes dans cette région, provoquèrent un afflux de réfugiés (près de 400 000 personnes totalement démunies venant en quelques semaines s'ajouter aux quelque 50 000 que l'Albanie avait déjà accueillis depuis un an) mettant à l'épreuve les capacités d'accueil et d'adaptation de ce petit pays convalescent. Privées de tout moyen devant la crise qui les frappait, et inquiètes du jeu que Belgrade semblait souhaiter les voir jouer dans ce conflit, les autorités albanaises ouvrirent largement leur territoire aux forces de l'OTAN et aux organisations humanitaires. À la fin de l'année, le Premier ministre Pandeli Majko, politiquement fragilisé, fut remplacé par le socialiste, Ilir Meta, qui s'entoura de douze des seize membres de l'ancien gouvernement.

L'Albanie, amputée dès sa naissance en 1913, a toujours eu trop à faire pour assurer son indépendance et sa stabilité intérieure, pour pouvoir mener une politique extérieure revendicative. Elle se garda bien de toute velléité dans ce sens pendant les événements balkaniques de 1991 à 1999. Et parallèlement, les populations albanaises de Macédoine et du Kosovo, moins pauvres que leurs cousines du « Pays des Aigles », n'ont jamais manifesté la volonté de rejoindre l'Albanie d'Enver Hoxha ou l'Albanie chaotique d'aujourd'hui.

TROISIEME PARTIE : Le temps de la confrontation (1919-1999)

III.1.L'ACCUMULATION DES OPPOSITIONS :

III.1.A.Les rancoeurs historiques et politiques :

Dans l'imaginaire serbe, nourri d'abord d'une tradition orale puis d'une histoire écrite officielle évidemment orientées, l'Albanais est la caricature du traître et du voleur.

Traître car converti à la foi des envahisseurs turcs, et voleur car ayant réoccupé les terres abandonnées par les paysans serbes. Et de fait les Albanais furent trois fois dans le mauvais camp au yeux des Serbes : dans le camp de l'occupant pendant la longue domination ottomane, et deux fois dans le camp des vaincus, une fois lors des guerres balkaniques, une deuxième fois à la chute de l'Italie fasciste, marraine de la Grande Albanie de 1941. (Voir Annexe 5)

III.1.B.Le clivage religieux :

L'affrontement entre Serbes et Albanais n'est pas fondamentalement une guerre confessionnelle. Mais il est indéniable que le fait religieux a été instrumentalisé par les partis en conflit, comme évoqué dans le paragraphe précédent, pour exacerber les haines et les rancoeurs ;

La religion orthodoxe se prête particulièrement à cette utilisation, car tout au long de son histoire, et dans tous les pays, elle a toujours été étroitement lié au pouvoir politique en place. Son rôle dans le règne de Stefan Dusan étudié plus haut en est un excellent exemple. Son culte du sacrifice et de la résistance en font par ailleurs une aubaine pour les nationalistes serbes.

Quant à l'Islam albanais, il avait été dans l'histoire de l'Albanie une occasion d'opportunisme. Musulman, l'Albanais échappait à la « dhimma », l'impôt payé par les non musulmans, et pouvait accéder à des postes dans l'administration ottomane, voire récupérer des terres désertées par des populations fuyant les Turcs.

De fait, l'islam pratiqué par les albanais est très modéré, à tel point qu'Ibrahim Rugova lui même parle de la religion dans laquelle il a été élevé comme d'un « islam symbolique », c'est à dire « qui n'était pas pratiqué ».

Mais la guerre et l'intervention d'organisations ou d'Etats islamiques fondamentalistes au profit des Albanais pourrait changer la donne, surtout auprès d'une fraction de la jeunesse.

III.2.LE KOSOVO : POMME DE DISCORDE (1919-1999) :

L'actuelle région du Kosovo correspond à peu près à la Dardanie antique, qui s'étendait du nord au sud depuis la vallée de la Morava occidentale jusqu'à une zone englobant Skopje et Tito Veles, et d'ouest en est de la Metohidja et la région de Pec jusqu'au delà de la vallée de la Morava méridionale. La présence des Dardaniens dans ces régions est attestée avant la fin du deuxième millénaire avant J.-C. Il est vraisemblable que les Dardaniens étaient un peuple illyrien dont les actuels Albanais seraient les descendants. Entre le VI^e siècle et le VII^e siècle de notre ère, des Slaves s'établirent sur ce territoire, où la présence continue des Serbes est attestée depuis le XI^e siècle. La présence continue des Albanais dans la région est également abondamment documentée. (Voir Annexe 6)

Si la date de l'arrivée des Slaves au Kosovo est attestée, la question de l'origine des Albanais reste obscure — la première mention du terme «Arbanoi» dans les textes byzantins ne remonte qu'au XI^e siècle —, d'autant qu'elle s'accompagne de considérations politiques. Les historiens albanais soutiennent la thèse illyrienne qui fait de leur peuple les premiers arrivés au Kosovo, et qui leur donne par là même des droits historiques sur une région où les Slaves ne se seraient établis que tardivement. Les historiens slaves affirment de leur côté que l'installation albanaise fut postérieure au VI^e siècle, et que ce serait donc les Slaves qui seraient historiquement fondés à contrôler la région. Ces versions nationales, diffusées par chaque système éducatif, alimentent inlassablement les discours nationalistes serbe et albanais.

III.2.A.Le Kosovo, foyer de la renaissance albanaise (1875-1912)

La constitution de deux nationalismes antagonistes provoqua une sérieuse dégradation des relations serbo-albanaises, notamment après la formation de la ligue de Prizren. Jusqu'en 1912, les Serbes furent inquiétés par les milices albanaises, mais aussi par les bachi-bouzouks, ces soldats irréguliers de l'Empire ottoman qui leur firent subir de nombreuses exactions. Chrétiens dans une région majoritairement musulmane, ils ne disposaient que de faibles ressources pour se défendre. Aussi c'est en libérateurs qu'ils accueillirent leurs «frères» de Serbie lors de la première guerre balkanique (1912). Pour les Albanais en revanche, il s'agissait ni plus ni moins d'une occupation de leur territoire.

À l'issue de la seconde guerre des Balkans (juin-août 1913), les grandes puissances reconnurent l'indépendance de l'Albanie en tant que «principauté souveraine héréditaire et neutre» sous leur garantie. Mais cette nouvelle Albanie, qu'elles confièrent au prince allemand Guillaume de Wied (1876-1945), était un pays amputé, réduit à 28 000 km² seulement, avec environ 800 000 habitants, soit à peu près la moitié des terres de peuplement albanais, et la moitié de la population albanaise des Balkans. Les grandes puissances décidèrent en outre d'attribuer à la Serbie de N. Pasic, qui avait accédé à l'indépendance depuis 1878, les régions de Macédoine et une grande partie de la région du Kosovo, qu'elle avait conquise pendant la première guerre balkanique, tandis que le Monténégro se voyait établi dans l'ouest de la Metohidja, à Pec et à Dakovica. L'espace de la nation albanaise fut ainsi soumis à un démembrement politique, et le Kosovo, déjà majoritairement peuplé d'Albanais, fut incorporé au royaume de Serbie. Ce tracé des frontières, qui donna naissance à un irrédentisme albanaise, fut à l'origine d'un grave problème politique dont héritèrent les régimes successifs de la Yougoslavie jusqu'à nos jours.

III.2.B.Les débuts de la répression serbe (1913-1939)

L'intégration du Kosovo à la Serbie en 1913 et, cinq plus tard, la création du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, provoquèrent la révolte des Albanais. Les rebelles, les kaçaks, prirent le contrôle de la région de Junik, un village proche de la frontière albanaise, puis de la vallée de la Drenica. Les forces serbes répliquèrent de façon très brutale et diverses sources attestent de massacres d'Albanais perpétrés par les Serbes. Mais ceux-ci ne vinrent à bout de la guérilla qu'après la Première Guerre mondiale. Une fois la province

pacifiée, le régime de Belgrade mit en œuvre une politique de serbisation (interdiction de la presse et des activités politiques albanaises, interdiction de l'usage de l'albanais dans les écoles) et de colonisation agraire destinée à renforcer l'élément slave. Soixante mille Serbes et Monténégrins furent ainsi installés au Kosovo sur des terres confisquées ou laissées vacantes, représentant une superficie d'une centaine de milliers d'hectares (sur les 584 000 hectares de terres agricoles du Kosovo). L'arrivée de ces colons força à l'exil de nombreuses familles albanaises (probablement plusieurs dizaines de milliers de personnes) vers l'Albanie et la Turquie.

Mais les Serbes peinèrent à s'intégrer dans les zones rurales albanaises et au total, le bilan cette opération fut limité. En 1939, les nouveaux arrivés ne représentaient toujours que 9,2 % de la population, et les Serbes 25 % d'une population totale de 645 000 habitants. La répartition ethnique n'avait pas été inversée. Quant aux méthodes employées par les Serbes, elles furent sans doute dans les faits beaucoup moins radicales et systématiques que celles prônées en 1937 par Vasa Cubrilovic dans un mémoire intitulé l'Expulsion des Albanais, qui resta tristement célèbre. Cet homme politique serbe, professeur à la faculté des lettres de Belgrade et qui devait devenir ministre dans la Yougoslavie de Tito et membre de l'Académie serbe des Sciences et des Arts, y répertoriait les formes de répression et de persécution les plus impitoyables pour chasser définitivement les Albanais du Kosovo (création d'une «psychose» de l'évacuation par des menaces, des emprisonnements, de la propagande, des persécutions etc., puis transfert forcé des Albanais vers la Turquie et l'Albanie et repeuplement des régions évacuées par des Serbes.)

III.2.C.De la Seconde Guerre mondiale à la Yougoslavie de Tito (1939-1980)

La dureté des conditions imposées aux Albanais du Kosovo explique en partie la satisfaction avec laquelle une grande partie de ceux-ci accueillit le rattachement de leur région à l'Albanie sous la domination de l'Italie fasciste (1941), et les massacres de Serbes qui l'accompagnèrent. La période de la Seconde Guerre mondiale fut marquée par des massacres mutuels des deux populations.

Cependant, la résistance de Tito, qui chercha à rallier les Albanais du Kosovo, compta dans ses rangs 50 000 Albanais. Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, le parti

communiste yougoslave avait en effet promis le droit à l'autodétermination de la province et, lors de la célèbre conférence qui se tint dans la clandestinité à Bujan (en Albanie) du 31 décembre 1943 au 2 janvier 1944, le comité régional du parti communiste yougoslave réaffirma cette volonté. Il y avait dans ses promesses, outre la volonté d'attirer les Albanais du Kosovo dans les rangs des Partisans, un projet de fédération balkanique. Il s'agissait de créer une fédération qui aurait regroupé sous la coupe de la Yougoslavie, l'Albanie, réunifiée avec le Kosovo, et éventuellement la Bulgarie. Ces déclarations provoquèrent un tollé chez les Serbes ; Tito se ravisa et mit en place en 1946 un État fédéral formé de six Républiques (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie et Macédoine), de la province autonome de Vojvodine et de la région autonome du Kosovo-Metohidja, toutes deux rattachées à la République de Serbie. La rupture entre Tito et Staline, en 1948, donna à l'Albanais Enver Hoxha l'occasion de se dégager de l'emprise yougoslave, et enterra définitivement le projet de fédération balkanique.

Mais, tandis que la composante serbe au sein du gouvernement fédéral prenait un pouvoir croissant, la relation avec la minorité albanaise se modifia: les Albanais, suspectés de sympathie envers le régime communiste de Tirana, furent soumis à diverses pressions policières, et le Kosovo connut un état d'exception jusqu'en 1966, date de l'éviction du chef des organes de sécurité de la Yougoslavie, A. Rankovic, qui exerça une répression particulièrement violente contre la population albanaise. On évalue à plusieurs centaines de milliers le nombre d'Albanais qui émigrèrent vers la Turquie à cette période.

Après la chute de Rankovic, tandis que se desserrait quelque peu l'étau policier, les Albanais commencèrent à revendiquer les libertés démocratiques dont ils étaient privés depuis 1946. La réclamation essentielle portait sur le statut du Kosovo: les Albanais souhaitaient que leur province devienne une République fédérée de la Yougoslavie. Quoique peu entendus sur cette question, ils obtinrent néanmoins en 1966 que l'appellation de la province du Kosovo-Metohidja devienne simplement Kosovo (Metohidja, du grec metokhê, signifie «communauté religieuse», et évoque les sanctuaires orthodoxes ; cette expression est d'ailleurs encore celle employée aujourd'hui par les Serbes).

En 1968, une vague de manifestations submergea le Kosovo; Tito y répondit, comme souvent, d'abord par une répression brutale, puis par l'octroi de certaines concessions. En 1969, le comité central de la Ligue des communistes assouplit le statut des minorités de la Serbie, et concéda aux Albanais du Kosovo une place éminente dans la vie politique de leur région, avec le droit de posséder leurs propres institutions culturelles et la possibilité pour celles-ci d'entrer en relation avec leurs équivalentes en Albanie. Les Albanais du Kosovo furent également autorisés à utiliser le drapeau national albanais, et en 1974, la nouvelle Constitution yougoslave garantit au Kosovo une très large autonomie et des compétences égales à celles d'une république, sans toutefois lui en attribuer effectivement le statut, Tito ne souhaitant pas remettre en cause l'intégrité de la Serbie ni l'équilibre politique au sein de la Fédération yougoslave. Cette période fut marquée par une forte croissance économique dans tout le pays, y compris au Kosovo, avec l'accession à des postes de responsabilité de nouvelles générations d'Albanais formés à l'université, et une relative stabilité des relations intercommunautaires.

Certains dirigeants serbes s'étaient toutefois sentis lésés par l'extension des prérogatives données aux républiques et aux provinces de la Fédération yougoslave depuis 1968, et spécialement depuis le vote de la Constitution de 1974, perçue comme trop favorable aux minorités nationales et constituant à leurs yeux une mesure véritablement anti-serbe qui leur avait retiré le contrôle et l'emprise sur la Vojvodine et le Kosovo.

Si de notables changements d'ordre juridique et constitutionnel étaient intervenus en 1974, les conditions faites aux Albanais continuèrent toutefois d'être peu favorables (les années 1970 furent jalonnées de procès intentés à des groupes de «nationalistes et irrédentistes albanais») et les arrestations d'Albanais accusés de séparatisme se poursuivirent (on en dénombra plus de 600 entre 1974 et 1981). En 1975, le dirigeant albanais Adem Demaçi fut emprisonné pour la troisième fois (il devait faire au total 28 ans de prison).

III.2.D.L'après-Tito et les affrontements (1981-2000)

En 1981, les Albanais réclamèrent par des manifestations de masse l'élévation du Kosovo au rang de septième république yougoslave. Ce mouvement, qualifié par les autorités de Belgrade de «nationaliste et irrédentiste» et perçu comme une «contre-révolution» fut

violemment réprimé. On recensa plusieurs centaines de morts et des arrestations massives. Ces événements inaugurèrent pour les Albanais une période de répression qui n'allait pas cesser : on évalua à 580 000, entre 1980 et 1988, le nombre de personnes traitées par la police, et à 22 000 celles condamnées à des peines allant de 2 à 14 ans de prison. Un appareil répressif judiciaire se mit en place, tandis que des centaines d'enseignants, journalistes, médecins et juges albanais étaient licenciés pour des raisons idéologiques.

a) L'essor du nationalisme serbe

Ces événements accrurent un sentiment de précarité et d'insécurité qui, conjugué avec la dégradation de la situation économique, poussèrent à fuir un grand nombre de Serbes du Kosovo. On estime qu'à cette époque l'émigration serbe fut deux fois plus importante en nombre que celle des Albanais, ce qui, sachant que les Albanais constituaient environ 90 % de la population totale du Kosovo, représentait une proportion importante. À partir de 1985, les protestations des Serbes se multiplièrent ; les Albanais étaient accusés de tuer leur bétail, d'endommager leurs récoltes, de violer leurs femmes et même de perpétrer des meurtres. Ces exactions, difficilement vérifiables, firent le lit de toutes les rumeurs et conduisirent un grand nombre de Serbes du Kosovo à réclamer une «Serbie unifiée», mais de plus en plus aussi un «changement de la domination ethnique au Kosovo». Ils reçurent très rapidement l'appui de l'Église orthodoxe et d'un grand nombre d'intellectuels. Ainsi, en 1986, une partie de l'intelligentsia serbe, des intellectuels, écrivains et membres de l'Académie serbe des Sciences et des Arts, rédigea un mémorandum, révélé opportunément à la presse par une fuite, qui appelait les Serbes à «redevenir un sujet de l'histoire» et à «définir ses intérêts nationaux» en recouvrant ses territoires perdus, et notamment le Kosovo.

Ainsi à la fin des années 1980, le Kosovo était devenu une terre d'affrontement, avec du côté serbe, une violence étatique orchestrée par Belgrade, et du côté albanais, une violence diffuse commise par des individus isolés qui rendait impossible la cohabitation entre les deux communautés.

b) L'ascension de Milosevic

Le dirigeant serbe Slobodan Milosevic, qui souhaitait s'emparer de la direction de la Ligue communiste de Serbie, sut discerner dans ce nationalisme montant une opportunité à

saisir. C'est en attisant les peurs de la minorité serbe du Kosovo, en réanimant les anciens mythes serbes, en «dirigeant l'énergie du souvenir» serbe que S. Milošević parvint au sommet du pouvoir. Diverses manifestations autour du projet de réparation «aux victimes» se multiplièrent, comme les cérémonies artistiques, religieuses et semi-rituelles destinées à mobiliser les masses serbes. L'une des plus importantes du point de vue symbolique fut celle qui entoura l'ostension par le clergé serbe des reliques du prince Lazare dans diverses villes du pays avant qu'on les ramène, en juin 1989, au Kosovo, lors de la célébration du 600^e anniversaire de la bataille de 1389. Une lettre qui accompagnait le cortège était adressée aux «ennemis de la Serbie ensanglantée et martyrisée», et contenait le message suivant : «On s'efforcera d'éradiquer leurs tribus et leurs héritiers, afin que l'Histoire ne les mentionne plus».

S'appuyant tour à tour sur la peur et la confusion de nombreuses couches de la société face à la nouvelle ère de l'après-titisme, marquée par un effondrement économique, et le vide et le malaise suscités par l'érosion progressive de l'ancien édifice idéologique, S. Milošević, tout en développant une critique de type populiste de la bureaucratie, exploita largement la représentation d'une identité serbe menacée par ses voisins, notamment albanais, et trouva dans la figure de l'Albanais non slave, le bouc émissaire idéal des difficultés que traversait le pays. Les médias, en grande partie contrôlés, voire possédés, par le pouvoir, relayèrent la propagande officielle anti-albanaise et contribuèrent à une désinformation en règle. Ainsi, en 1983, des boulangers albanais travaillant en Serbie furent arrêtés pour «avoir mis dans leur pain une substance chimique propre à stériliser les femmes serbes». Cette accusation, amplifiée à l'envi par la presse et la télévision, devait être finalement démentie par le groupe d'experts chargés de l'enquête.

c) L'organisation de la résistance albanaise

En novembre 1988, les autorités serbes destituèrent les dirigeants communistes kosovars Kaqusha Jashari et Adem Vlasi, jugés trop nationalistes. Quelques mois après, de violents affrontements éclatèrent; Belgrade proclama l'état d'urgence, envoya l'armée et supprima l'autonomie de la province (mars 1989). La résistance albanaise s'organisa et, en décembre 1989, fut créée une Ligue démocratique du Kosovo (LDR), regroupant aussi bien des intellectuels plus ou moins liés à la Ligue des communistes, comme Ibrahim Rugova par

exemple, que d'anciens prisonniers politiques encore attachés aux conceptions marxistes-léninistes des années 1960-1970.

Suspendu en juin 1990 par les autorités de Belgrade, le Parlement du Kosovo, réuni en secret, proclama le 7 septembre une «République du Kosovo», encore dans le cadre de la fédération yougoslave. Un an plus tard, un référendum clandestin entérinait l'indépendance de la République ; mais ce nouvel État fut uniquement reconnu par l'Albanie.

À la suite d'élections clandestines tenues en mai 1992, I. Rugova, promoteur d'une stratégie de résistance pacifiste et non violente, fut élu président du Kosovo. À un régime d'exclusion totale de toutes les institutions, de toute vie sociale, de tous les postes de responsabilité et du travail en général, les Albanais, sous l'égide de leur président, avaient répondu dès 1989, par la mise en place d'une véritable société parallèle clandestine disposant de son propre système d'enseignement avec des cours dispensés dans les garages et les caves, d'un système autonome de santé, d'assistance aux plus démunis, d'une presse libre ; l'ensemble étant financé par les familles qui en avaient les moyens et par des envois de fonds des émigrés.

L'objectif de Rugova était d'obtenir de la communauté internationale, par la poursuite d'une résistance passive et le renoncement à toute violence, la mise du Kosovo sous protectorat avec, à terme, la perspective de l'indépendance. Mais cette stratégie fut perçue par beaucoup de Kosovars albanais comme attentiste et peu opérante. I. Rugova lui-même fut de plus en plus contesté pour ses méthodes autoritaires par certains dirigeants d'autres formations de l'opposition albanaise. Le fait que la question du Kosovo n'ait pas été prise en compte dans les accords signés à Dayton, acheva de discréditer ces méthodes. Le Parti parlementaire d'Adem Demaci, grand résistant de la cause albanaise, et le Forum des intellectuels, animé par Rexhep Qosja, développèrent une critique de la ligne attentiste d'I. Rugova. Par ailleurs, l'intensification de la répression exercée par les autorités serbes, l'aggravation des conditions économiques (chômage, misère) et sociales comptent parmi les raisons qui poussèrent une grande partie de la société kosovare à se radicaliser. La jeunesse (la majorité de la population est âgée de moins de vingt-cinq ans), désespérée par le manque de toute perspective, exprima l'étendue de son mécontentement par des manifestations, en septembre 1997, qui ne furent pas soutenues par I. Rugova. Les étudiants et les élèves, qui

réclamèrent alors leur réintégration dans les établissements scolaires, furent soumis à une sauvage répression de la part des autorités serbes.

Trois mois plus tard, le Parti parlementaire créa, avec cinq autres partis, un «Forum démocratique», destiné à contester l'hégémonie de la Ligue démocratique du Kosovo. Cependant, lors des élections du 22 mars 1998, boycottées par ses adversaires, I. Rugova fut reconduit dans ses fonctions de «président de la République du Kosovo».

d) L'émergence de l'UCK et l'intensification du conflit armé

Le mois de mai 1998, vit l'émergence d'une Armée de libération du Kosovo (UCK), créé en 1993 par des militants marxistes-léninistes en exil. Active depuis 1996, l'UCK multiplia les attentats contre la police serbe et ses collaborateurs; depuis plusieurs années, des milliers d'Albanais, soupçonnés d'en faire partie, avaient été interpellés par la police et torturés. Après avoir intensifié le harcèlement policier sur le Kosovo, les autorités de Belgrade lancèrent en février 1998 une vaste offensive militaire et policière destinée à «éliminer les terroristes de l'UCK». Celle-ci débuta dans la vallée de la Drenica où, le 28 février et le 1^{er} mars, les unités spéciales de la police serbe, appuyées par des groupes militaires et paramilitaires, lancèrent des assauts d'une grande violence sur les villages de Prekaz, Qirez et Likoshane. Le bilan en fut très lourd (massacres de femmes et d'enfants, tueries de paysans, mutilations, villages détruits, maisons et récoltes brûlées, exode de milliers de civils).

L'UCK, qui affrontait une armée serbe suréquipée, dont l'artillerie pilonnait chaque jour les villages, et une police spéciale déterminée, qui lançait des assauts quotidiens, rallia peu à peu à elle une grande partie de la jeunesse kosovare et des paysans des villages. Fin avril, elle donna des signes de radicalisation et appela dans un communiqué les Albanais à former un «front de libération commun contre l'ennemi»; malgré les mises en garde internationales, l'offensive des forces armées et des milices paramilitaires serbes s'orienta vers l'ouest, et poursuivit son œuvre de «nettoyage ethnique» de la région, rayant de la carte des dizaines de villages, incendiant les maisons après les avoir pillées, tuant les civils et le bétail, et jetant sur les routes des milliers de personnes.

Au printemps 1998, les troupes serbes s'installèrent le long de la frontière albanaise afin de couper la route d'approvisionnement en armes de l'UCK, qui se servait de l'Albanie comme base arrière. Les combats furent extrêmement intenses dans la région de Decane, au sud de Pe0. Entre le 14 janvier et le 17 novembre 1998, plus de 1 700 Albanais, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, furent tués. 900 personnes furent portées disparues, 1 200 furent emprisonnées, plus de 500 000 furent déplacées à l'intérieur du pays, et on recensa environ 100 000 réfugiés.

En août 1998, l'OTAN multiplia les ultimatums à Belgrade pour obtenir un cessez-le-feu. Le «groupe de contact» qui rassemble l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et la Russie — organisa à Rambouillet, du 6 au 23 février 1999, une conférence avec les parties serbe et albanaise, destinée à trouver une solution à la crise du Kosovo. La délégation albanaise était composée de 17 membres dont Ibrahim Rugova, président de la LDK, Rexhep Qosja, président du Mouvement démocratique unifié, Hacim Thaçi, qui représentait l'UCK, ainsi que trois personnalités albanaises indépendantes : Veton Surroi, Blerim Shala et Mark Krasniqi. La délégation serbe, conduite par le vice-Premier ministre Ratko Markovic, était composée de 13 membres dont Vladan Kutlesic, émissaire spécial du Président pour le Kosovo, Nikola Salnovic, vice-Premier ministre de la RFY, Vladimir Stambuk, vice-président du Parlement de Serbie, Vojislav Zivkovic, responsable du parti socialiste SPS, et 8 autres membres, représentants des minorités non albanaïses du Kosovo. Alors que la délégation albanaise, malgré ses profondes divisions, signait à Paris le 18 mars le texte élaboré par le groupe de contact, les représentants de la RFY le rejetaient, malgré les exhortations pressantes de la communauté internationale. Sur le terrain, cependant, les militaires serbes, appuyés par les unités paramilitaires, se déployaient de façon de plus en plus massive, poursuivant leur «travail» de purification ethnique.

e) L'intervention militaire de l'OTAN (24 mars-9 juin 1999)

Rompant avec la longue passivité qui avait été la leur lors des offensives serbes en Croatie puis en Bosnie, les grandes puissances, avec à leur tête les États-Unis, décidèrent finalement d'une intervention de l'OTAN. Après avoir tenté en vain de négocier un arrêt des

hostilités avec Belgrade, les huit pays impliqués dans l'opération (Allemagne, Canada, Espagne, États-Unis, France, Royaume-Uni, Italie et Pays-Bas) optèrent pour une offensive exclusivement aérienne; celle-ci débuta le 24 mars 1999 par des frappes sur des objectifs serbes au Kosovo et en Serbie (Belgrade, Novi Sad...), mais aussi au Monténégro (Podgorica...).

Les troupes serbes réagirent aussitôt en expulsant massivement les Albanais de leur province (environ 900 000 personnes à la fin mai 1999), tandis que les bombardements de l'OTAN se poursuivaient sur la Serbie et, dans une moindre mesure, sur le Monténégro, ruinant en grande partie l'infrastructure du pays, et n'épargnant pas les populations civiles. Le 27 mai, le président yougoslave Slobodan Milosevic, le président de la Serbie M. Milutinovic et trois autres dirigeants serbes étaient inculpés pour «crimes de guerre et crimes contre l'humanité» par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Redoutant d'être engagée dans une intervention terrestre qui s'annonçait militairement et politiquement risquée, l'OTAN intensifiait ses bombardements et, le 9 juin 1999, après une ultime intervention de la diplomatie russe, obtenait le retrait des troupes serbes. La KFOR, force multinationale de paix au Kosovo, créée sur décision du conseil de sécurité de l'ONU et placée sous le commandement de l'OTAN, se déployait aussitôt dans un Kosovo transformé en champs de ruines, tandis que les troupes serbes se retiraient, non sans commettre de nouvelles exactions. En juillet, Bernard Kouchner, jusque-là ministre de la Santé dans le gouvernement français, était désigné comme administrateur civil de l'ONU pour le Kosovo, tandis que les enquêteurs du TPI, les médecins légistes et les membres de différentes organisations des droits de l'homme, accumulaient les preuves d'une stratégie d'extermination massive des Albanais, préméditée et orchestrée par les autorités de Belgrade. Selon des estimations datant de juin 1999, plus d'une centaine de charniers ont été recensés, tandis que le chiffre des victimes s'élève à «au moins dix mille victimes» (selon le Foreign Office).

Le déploiement des troupes de la KFOR permit aux réfugiés albanais de retourner très rapidement chez eux. Mais, à partir du mois d'août se produisit un nouvel exode, celui des Serbes, des Roms, des Monténégrins et des Slaves-musulmans victimes à leur tour des exactions des Albanais. Le Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés estime leur

nombre à environ 250 000. La plupart d'entre eux sont partis en Serbie et au Monténégro, et leur retour semble fort improbable. Les Serbes ont perdu leurs terres et ont rompu de façon irréparable les liens historiques et culturels qui les unissaient avec une région qu'ils considéraient comme le berceau de leur nation. Le Kosovo, théâtre de deux épurations ethniques successives, l'une hors de tout contrôle international, l'autre en présence de la KFOR, se présente aujourd'hui comme une région presque «ethniquement pure», peuplée presque exclusivement d'Albanais. L'intervention alliée, si elle a effectivement mis fin à la politique de serbisation forcée du régime de Belgrade, n'a permis ni le retour au calme, ni le rétablissement d'un Kosovo multiculturel où pourraient cohabiter en paix les diverses communautés.

En octobre 2000, des élections municipales, premier scrutin libre dans la province, sont organisées sous l'égide de l'Onu. Elles donnent la victoire à la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), le parti du nationaliste modéré Ibrahim Rugova, aux dépens du Parti démocratique (PDK), issu de l'Armée de libération du Kosovo, et de son leader, Hashim Thaci.

Tout au long du XX^e siècle, le Kosovo fut ainsi l'enjeu, et ses populations les victimes, d'un jeu de balancier tragique entre nationalisme serbe et démographie albanaise. Malheureusement, le statut politique de la province, officiellement rattachée à la Serbie, ne correspond pas à la réalité démographique et au contrôle de facto des Albanais kosovars sur leur province. Le XXI^e siècle pourrait donc voir se jouer un nouvel épisode de cet antagonisme.

CONCLUSION

La confrontation des nationalismes serbe et albanais trouve son origine pratiquement dans la première rencontre des deux peuples, au sixième siècle, à l'arrivée des Slaves dans la péninsule balkanique. Dès lors, leur histoire sera celle d'une lutte pour la terre, chaque peuple profitant de toutes les occasions, y compris les dominations étrangères, pour étendre son emprise. Le clivage religieux chrétien-musulman viendra se superposer au contentieux historique, exacerbant les tensions préexistantes.

Situé à la charnière géographique, politique, religieuse et démographique, entre les deux peuples, le Kosovo est devenu au fil des siècles le point de cristallisation de deux nations d'égale importance humaine, rêvant chacune d'un Etat idéal englobant, au nom de droits historiques plus fantasmés ou manipulés que réels, la province disputée.

Le statut actuel du Kosovo n'est pas satisfaisant : province serbe autonome peuplée majoritairement d'Albanais disposant d'une représentation locale. Laissé en l'état, il ne fait pas de doute qu'au vu des parcours historiques des deux peuples, retracés dans ce mémoire, un nouvel épisode soit écrit dans les années à venir.

Comme le préconise l'écrivain albanais Ismaïl Kadaré, la solution passe par une « européanisation » des Balkans, promouvant le développement économique, l'éducation, et une véritable pratique démocratique.

L'Union européenne a le devoir moral de piloter et financer ce processus . En effet, ses principaux membres sont ceux-là même qui ont si souvent allumé la mèche de la poudrière balkanique, accroissant les tensions et les souffrances des populations, au service de leurs seuls intérêts : ils ont une dette à rembourser collectivement. Enfin, et peut-être surtout, les Balkans sont en Europe et ses peuples, européens à part entière, ont vocation à rejoindre un jour l'Union : faire en sorte que ce ralliement vienne autant du cœur que de la raison, est l'intérêt de tous.

BIBLIOGRAPHIE

- G. CASTELLAN « Histoire des Balkans » Fayard 1995
P. GARDE « Les Balkans » DOMINOS Flammarion 1996
P. GARDE « Vie et mort de la Yougoslavie » Fayard 2000
M. GRMEK, M.GIDANE, N.SIMEC « Le nettoyage ethnique » Fayard 1993
G. HERMET « Histoire des Nations et du nationalisme en Europe » Seuil 1996
B. LORY « L'Europe Balkanique de 1945 à nos jours » Ellipses 1996
E. NGUYEN « Les nationalismes en Europe » Le Monde Poche 1998
G.PREVELAKIS « Les Balkans, cultures et géopolitique »Nathan 1994

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	2
INTRODUCTION.....	3
PREMIERE PARTIE : Histoire du peuple serbe	4
I.1. ORIGINE ET ASCENSION REGIONALE :.....	4
I.2. LE REGNE DE STEFAN DUSAN (1331-1355) : L'AGE D'OR DE LA SERBIE.....	6
I.2.A. Le royaume serbe sous Stefan Dusan	6
I.2.B. L'Empire serbe et son organisation	9
I.2.C. Apogée et mort de l'empire de Dusan	12
I.3. LA CHUTE : LA BATAILLE DE KOSOVO POLJE (28 JUIN 1389) ET SON ROLE DANS L'IMAGINAIRE SERBE :	14
I.4. LUTTE DU PEUPLE SERBE ET RENAISSANCE DE LA SERBIE :	15
I.4.A. La lutte contre les Ottomans :	15
I.4.B. La lutte contre l'Empire austro-hongrois :	17
I.4.C. Les deux guerres balkaniques (1912-1913) :	18
I.5. LA SERBIE DANS LA YOUGOSLAVIE :	20
I.5.A. Le royaume de Yougoslavie :	20
I.5.B. La Seconde Guerre mondiale	22
I.5.C. La République populaire fédérale de Yougoslavie.....	24
DEUXIEME PARTIE : Histoire du peuple albanais	29
II.1. L'ANTIQUITE ET LE MOYEN-AGE	29
II.2. L'OCCUPATION OTTOMANE	30
II.2.A. Skanderbeg :	30
II.2.B. L'Albanie dans l'Empire Ottoman :	31
II.3. LE XX ^e SIECLE JUSQU'AU SECOND CONFLIT MONDIAL	32
II.4. DE L'APRES-GUERRE A NOS JOURS	34
TROISIEME PARTIE : Le temps de la confrontation (1919-1999)	36
III.1. L'ACCUMULATION DES OPPOSITIONS :	36
III.1.A. Les rancoeurs historiques et politiques :	36
III.1.B. Le clivage religieux :	36
III.2. LE KOSOVO : POMME DE DISCORDE (1919-1999) :	37
III.2.A. Le Kosovo, foyer de la renaissance albanaise (1875-1912).....	38
III.2.B. Les débuts de la répression serbe (1913-1939)	38
III.2.C. De la Seconde Guerre mondiale à la Yougoslavie de Tito (1939-1980)	39
III.2.D. L'après-Tito et les affrontements (1981-2000)	41
a) L'essor du nationalisme serbe	42
b) L'ascension de Milosevic.....	42
c) L'organisation de la résistance albanaise	43
d) L'émergence de l'UCK et l'intensification du conflit armé.....	45
e) L'intervention militaire de l'OTAN (24 mars-9 juin 1999)	46
CONCLUSION	49
BIBLIOGRAPHIE.....	50
ANNEXES.....	52
Annexe 1 : Géographie physique des Balkans.....	52
Annexe 2 : l'Empire serbe de Stefan Dusan	53
Annexe 3 : l'extension démographique actuelle des Serbes et des Albanais	54
Annexe 4 : les Guerres balkaniques (1912-1913)	55
Annexe 5 : Etats et démographie dans les Balkans	56
Annexe 6 : le Kosovo, nationalisme serbe contre démographie albanaise.....	57

ANNEXES

Annexe 1 : Géographie physique des Balkans



Annexe 2 : l'Empire serbe de Stefan Dusan



Annexe 3 : l'extension démographique actuelle des Serbes et des Albanais



Annexe 4 : les Guerres balkaniques (1912-1913)



Annexe 5 : Etats et démographie dans les Balkans



Annexe 6 : le Kosovo, nationalisme serbe contre démographie albanaise



